

DE L'UNIFICATION DES LÉGISLATIONS
AU POINT DE VUE DES
CONFLITS DE LOIS
EN MATIÈRE
**DE LETTRES DE CHANGE
ET DE BILLETS A ORDRE**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1932 à 2 heures

PAR

André BEAUCÉ

Président : M. WAHL, Professeur.

<i>Suffragants</i> {	MM. PERCEROU J. HÉMARD	} <i>Professeurs</i>
----------------------	---------------------------	----------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)
22, Rue Soufflot, PARIS (V°)
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552807_0015

DE L'UNIFICATION DES LÉGISLATIONS
AU POINT DE VUE DES
CONFLITS DE LOIS
EN MATIÈRE
DE LETTRES DE CHANGE
ET DE BILLETS A ORDRE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

DE L'UNIFICATION DES LÉGISLATIONS
AU POINT DE VUE DES
CONFLITS DE LOIS
EN MATIÈRE
DE LETTRES DE CHANGE
ET DE BILLETS A ORDRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Décembre 1932 à 2 heures

PAR

André BEAUCÉ

Président : M. WAHL, Professeur.

<i>Suffragants</i> {	MM. PERCEROU J. HÉMARD	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	---------------------------	----------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1932



INTRODUCTION

Il est peu de personnes dans le monde des affaires qui ne sachent, approximativement du moins, ce qu'est une lettre de change ou un billet à ordre. Ce sont, en effet, des titres de crédit d'un usage tout à fait courant et seul le chèque peut, semble-t-il, se flatter d'une plus large circulation. Et cependant l'on n'a pu, jusqu'ici, trouver de ces titres une définition qui rallie les suffrages. Et cela, même à l'intérieur des divers pays : autant de spécialistes de la question, autant de définitions, à plus forte raison en est-il de même dans le droit comparé : les conceptions que l'on se fait de la lettre de change et du billet à ordre sont fort variées et même irréductibles. Ce serait sortir de notre sujet que d'exposer ici les concepts qui ont cours, soit en France, soit à l'étranger, sur les titres de crédit. Ce travail a d'ailleurs été fait, et avec succès dans une large mesure, par le Pr. Francesco Mes-sineo (*I Titoli di Credito*, Casa editrice don Antonio Milani, Gia Litotipo, Padova, 1928). Que ces divergences de vue rendent toute définition difficile, c'est ce dont se

sont aisément rendu compte toutes les Conférences internationales réunies en vue de l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque. Et c'est pourquoi elles se sont bornées à en donner une description, c'est-à-dire à énumérer les mentions qui doivent figurer sur ces titres. Ce fut le système adopté à la Haye en 1910. Avant Projet d'une loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre. Chapitre 1^{er} : de la création et de la forme de la lettre de change. Article 1^{er}. La lettre de change doit contenir :

1° La dénomination de lettre de change. Cette dénomination doit être écrite dans le texte même du titre et exprimée dans la langue de ce titre ;

2° Le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ;

3° Le nom de celui qui doit payer ;

4° L'indication de l'échéance ;

5° Celle du lieu où le paiement doit s'effectuer ;

6° Le nom de celui auquel le paiement doit être fait ;

7° L'indication du lieu et de la date où la lettre de change est créée ;

8° La signature du tireur.

Le même procédé fut adopté en 1912 : l'article 1^{er} indique les énumérations fondamentales à insérer dans la lettre de change. Une seule modification méritant d'attirer l'attention fut apportée à l'article 1^{er} du projet de 1910. Cet article disposait : la lettre de change *doit*

contenir, etc... Le mot *doit* aurait pu faire croire qu'il s'agissait de mentions essentielles, alors qu'il n'en était pas toujours ainsi, d'où la formule nouvelle : on se borne à dire dans l'article 1^{er} : la lettre de change *contient*, pour montrer qu'il ne s'agit que des énonciations normales et non de mentions toutes essentielles... Comme l'écrivaient MM. Lyon-Caen et Simons dans leur rapport, il est très utile, au point de vue pratique, que ceux qui souscrivent une lettre de change aient sous les yeux dans un seul article une sorte de tableau de toutes les énonciations qui sont normalement insérées dans une lettre de change. (Deuxième Conférence de la Haye pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque, 1912. Actes I, Imprimerie Nationale, La Haye p. 78). Depuis les Conférences de la Haye, l'on ne s'est plus efforcé de chercher une définition de la lettre de change : la question doit donc être regardée comme tranchée et par exemple, à Genève en 1930, l'on peut lire ce qui suit dans le rapport du Comité de rédaction : « La lettre de change contient : 1° la dénomination de lettre de change insérée dans le texte même du titre exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ... avec ce commentaire : l'article 1^{er} énumère les énonciations à insérer dans le titre pour que celui-ci constitue une lettre de change. Cet article reproduit le texte correspondant du projet du Comité des experts, emprunté lui-même au projet de la Haye » (Société des Nations. Comptes-rendus de la Conférence Internationale pour

l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque. 1^{re} réunion, Genève, 1930, pp. 127, 128). On pourrait faire les mêmes constatations en ce qui concerne le billet à ordre : mais ce serait sans intérêt. Faisons tout simplement le point et reconnaissons qu'actuellement il n'est pas possible de donner de la lettre de change ou du billet à ordre une définition susceptible d'être accueillie nationalement et, à plus forte raison, internationalement.

On aperçoit de suite les conséquences qui vont découler de là. Les divers pays ne se faisant pas de ces titres une conception identique, il va forcément se produire des divergences dans les législations. Ce n'est pas assez dire : non seulement la conception des pays n'est pas la même, mais, sur divers points, elle est radicalement opposée, d'où des dispositions contradictoires et irréductibles dans les législations. Voici quelques exemples assez significatifs.

En Angleterre, la mention « lettre de change » n'est pas nécessaire : le titre est parfaitement valable, sans qu'elle y figure. Il serait très difficile, disait Sir Mackenzie Chalmers, d'admettre qu'une lettre de change doive porter la dénomination de lettre de change. Il y a un principe qui domine toute la loi et la jurisprudence anglaises concernant le contrat : on ne regarde que la matière. On écarte toute formalité (Conférence de La Haye, 1910, Actes, p. 30).

En Allemagne, au contraire et dans les pays qui s'y rattachent, Hongrie, Suisse, Scandinavie, etc.... cette mention est tenue pour essentielle. M. Simons reconnaissait bien que dans la pratique du commerce international la mention ne s'était pas montrée indispensable : mais il ajoutait que l'Allemagne ne pouvait y renoncer ; elle en veut le maintien pour distinguer la lettre de change du mandat de paiement en usage pour les besoins commerciaux et du chèque. (Conférence de la Haye 1910 Actes p. 27.)

L'Italie abondait dans le même sens. Son délégué, Vivante, déclarait que l'Italie renoncerait à l'unification de législation plutôt que de renoncer à la dénomination formelle : les titres à ordre vont en se multipliant ; un caractère « sui generis » exclusivement attaché à la lettre de change est donc indispensable pour que le public puisse s'y reconnaître : la conciliation sur cette question n'est pas possible surtout de la part d'un pays de haute culture où abondent les titres à ordre. Ce caractère spéciale-à la lettre de change doit consister dans une expression qui avertira les détenteurs du titre de la gravité des engagements qu'ils contractent. La lettre de change a des effets particulièrement graves, notamment en ce qui concerne les voies d'exécution (Conférence de la Haye 1910 Actes p. 27.)

On voit que l'opposition est tranchée entre le système anglais et le système allemand et les suites s'en dégagent

d'elles-mêmes : c'est à savoir que la même lettre de change sera valable en Angleterre et nulle en Allemagne. Et si des formes nous passons au fond, des divergences fondamentales apparaissent également entre les législations.

En matière de provision les antinomies sont telles que le Président de la Conférence de 1910 déclara que toutes les Puissances, sauf la Bolivie, étaient d'avis que la loi uniforme projetée ne devait pas contenir de dispositions relatives à la provision.

Le délégué de la France fit une déclaration d'une netteté et d'une vigueur rares dans des assemblées du genre de celles de la Haye. Il rappela qu'en ce qui concerne la provision, il existe des différences profondes entre les diverses législations ; certaines, notamment celles de l'Allemagne, des pays scandinaves, de l'Autriche, etc... ne s'occupent pas de cette question : dans ces pays, la provision, si elle existe, continue d'appartenir exclusivement sauf convention formelle contraire, au tireur.

En France, on a adopté une solution tout à fait contraire : cette solution a du reste été formellement consacrée par la Belgique, et d'après la loi anglaise de 1882, l'application de la loi écossaise conforme au système franco-belge, a été réservée. Sans entrer dans de longs détails, le délégué français doit dès à présent déclarer qu'il serait impossible au gouvernement de la République de renoncer à une pratique dont les intéressés sont particulièrement satisfaits.

Cette résolution n'est pas dictée par des raisons théoriques, mais fondée sur une enquête faite par ordre du gouvernement en vue de la Conférence, auprès des Etablissements de crédit qui ont été unanimes à ce sujet. Malgré son vif désir de conciliation, il sera donc impossible à la délégation française de transiger sur ce point. Force sera donc de chercher une autre solution et M. Lyon-Gaen propose de renvoyer la question à la Commission pour le droit international privé qui recherchera les moyens de régler les conflits de loi en cette matière. (Conférence de la Haye 1910. Actes, p. 40) Et depuis, le grave problème de la propriété de la provision n'a jamais pu faire l'objet d'une véritable tentative d'unification : les divergences sont trop fondamentales.

Des conséquences pratiques d'un intérêt capital sont cependant engagées dans la solution de ce problème, spécialement en cas de faillite, soit du tireur, soit du porteur, avant l'échéance. Sans doute, dans toutes les branches du droit, les règles admises par les divers Etats présentent des différences souvent essentielles : mais le fait est spécialement fâcheux en matière de titres de crédit : car ces titres sont de leur nature cosmopolites, comme le commerce lui-même : ils ne connaissent pas les frontières et circulent tout aussi bien au-delà qu'en deçà. On peut dès lors pressentir les difficultés pratiques qui naîtront forcément. Encore eut-il été extrêmement utile que les nombreuses Conférences qui se sont tenues depuis 1910 en

dressassent une liste aussi complète que possible. Ayant à leur disposition d'incomparables moyens d'investigations, composées de spécialistes de la plupart des pays, elles eussent pu, semble-t-il, mener cette oeuvre à bien. Et rien n'eût été préférable pour faire apprécier l'importance des problèmes en cause et influencer sur l'opinion. Malheureusement, elles ne se sont point engagées dans cette voie. C'eût été pourtant une heureuse préface à leurs travaux. Une telle entreprise dépasserait, semble-t-il, les forces et la compétence d'un individu déterminé. Les Conférences se sont à cet égard trop tenues dans des généralités — leur oeuvre ne permet pas de se rendre un compte exact des difficultés que la pratique révèle. D'autant plus que toutes les délégations ne paraissent pas également frappées par ces difficultés. Sir **George Buchanan**, qui représentait l'Angleterre, n'en paraissait pas autrement ému. En se rendant à l'invitation que lui a adressée le gouvernement néerlandais, le gouvernement de Sa Majesté a été animé par le désir de collaborer avec les autres gouvernements représentés à la Conférence, pour écarter, dans les limites du possible, les obstacles qui, de temps en temps, entravent la marche du commerce international.... (Conférence de la Haye, 1910, Actes, p. 30)

Le ton du Ministre des Affaires Etrangères de Hollande était d'un diapason plus élevé : « La lettre de change, qui remplit sur le marché international le rôle indispensa-

ble que la simple pièce de monnaie joue dans nos petites opérations de vente et d'achat quotidiennes, réclame à si haute voix et de si longue date déjà un examen approfondi par tous les intéressés que le gouvernement néerlandais ne pouvait que se féliciter lorsque, grâce à l'initiative des gouvernements allemand et italien, il se voyait à même de se faire le porte-voix de ces élans réformateurs devant le Tribunal des nations. » (Conférence de la Haye. 1910, Actes p. 16.)

On peut approximativement mesurer l'importance des difficultés pratiques nées des diversités des législations à la tenacité que les gouvernements, pressés par les Corps savants et les milieux d'affaires, ont montrée et montrent à tenir à l'ordre du jour la question de l'unification du droit en matière de lettre de change et de billet à ordre. Dans son discours d'ouverture et de la Conférence de 1910, le Ministre des affaires Etrangères des Pays-Bas ne manquait pas d'insister sur ce point... A côté de cette initiative italo-allemande, dont je ne puis faire mention sans y joindre un tribut légitime de notre reconnaissance, il me siérait mal également de passer sous silence la part active que la Belgique a prise, depuis un quart de siècle déjà, à l'étude de cette importante partie du droit commercial international et dont les annales des congrès commerciaux d'Anvers de 1885 et de Bruxelles de 1888 nous ont laissé des preuves indiscutables. Fort de l'appui et de la sympathie de ces Puissances, le gouver-

nement des Pays-Bas a cru ne pouvoir proportionner le travail à entreprendre qu'en faisant un appel au concours efficace du monde entier qui déjà une fois, lors de la deuxième conférence de la Paix, était venu se concentrer dans la résidence de notre gracieuse souveraine et en avait fait ainsi cet emblème sympathique et cher à l'amour-propre national, celui de la hâie hollandaise entourant et protégeant un champ de cultures internationales... La circulaire, envoyée à cet effet le 2 septembre 1908, dans les cinq parties du monde, invitant les Puissances à participer à une conférence sur la lettre de change, eut le privilège de reconstruire une sympathie générale et dès le commencement de cette année, on avait l'avantage de pouvoir compter sur la participation de 39 Etats (Conférence de la Haye, 1910, Actes, p. 16).

En somme voici les faits dont il faut partir : lettres de change et billets à ordre jouent un rôle de plus en plus important dans le commerce international, circulant de pays à pays, sans souci des frontières. Mais les lois des divers États relatives à ces instruments de crédit et de paiement sont loin d'être identiques : d'où de graves inconvénients pratiques. Comment y remédier ? La première idée qui vient à l'esprit, c'est qu'à des titres de ce genre, il faudrait une législation uniforme en tous pays. Et c'est dans ce sens que l'on a d'abord travaillé : mais l'on s'est vite aperçu que sur cette voie

idéale, l'on ne pourrait aller bien loin. Et, tout en ne l'abandonnant pas, il convenait de se rabattre sur une voie de traverse d'accès plus facile. Bref, pour parler sans périphrase, l'unification du droit en matière de lettre de change et de billet à ordre devait être poussée aussi loin que possible : mais, pour le surplus, il fallait établir des règles permettant de résoudre au mieux les conflits de lois qui pourraient se produire. Et cela a, en effet, été la marche des diverses conférences qui se sont tenues sur cette question. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer l'oeuvre accomplie en matière d'unification proprement dite : il a paru de très nombreuses études sur ce point. Notre dessein est autre : il est d'indiquer ce qui a été fait en vue de régler les conflits de lois qu'amène forcément la diversité des législations et aussi - qu'on excuse notre témérité - de proposer des solutions jusqu'à un certain degré nouvelles. Il est clair que si l'unification du droit était réalisée en matière de lettre de change et de billet à ordre, la question des conflits de lois ne se poserait plus. Il importe donc, avant tout, d'établir que toutes les tentatives faites en vue de l'établissement d'une loi uniforme ont, en grande partie, échoué. D'où l'importance pratique du problème qui sera le nôtre et qui peut se formuler ainsi :

Quelles sont les règles de conflits de lois sur lesquelles il serait souhaitable que les divers pays se mettent

d'accord pour atténuer les difficultés qui naissent de la variété et de la contrariété des divers systèmes législatifs ?

Notre plan sera le suivant :

Dans un premier chapitre, nous verrons que l'œuvre d'unification *stricto sensu* est relativement peu avancée. Et ce sera la justification de cette étude.

Dans un deuxième, nous dirons ce qui a été fait en matière de conflits de lois aux Conférences de la Haye de 1910 et 1912

Dans un troisième chapitre, nous suivrons l'évolution de la question devant le Comité économique de la Société des Nations et devant la Conférence Internationale de Genève.

Dans un quatrième, nous nous hasarderons à quelques suggestions personnelles. Et nous terminerons sur les perspectives d'avenir de l'unification du droit du change.

Ce travail sera fait exclusivement sur des documents de première main, parfois assez difficiles à consulter : il marquera le point où l'on en est et à ce titre, ne sera pas dépourvu d'une certaine utilité pratique. Pour ce qui est de la partie constructive, elle ne consistera qu'en suggestions sur lesquelles il serait, semble-t-il, souhaitable que l'attention se porte, car elles ont le mérite d'être relativement simples.

CHAPITRE PREMIER

**ECHEC PARTIEL
DES TENTATIVES D'UNIFICATION
EN MATIERE DE LETTRES DE CHANGE
ET DE BILLETS A ORDRE**

Le président de la Conférence de la Haye de 1910, le ministre d'État Asser, dans son discours d'ouverture, déterminait avec netteté le but poursuivi : « Quand l'unité de droit aura été obtenue, le temps viendra d'entrer dans la voie des réformes — jusque là le travail à faire doit surtout consister à établir, au moyen de concessions réciproques, l'harmonie souhaitée entre les différentes législations, *qui doivent être fusionnées en une seule loi* ». (Conférence de la Haye, 1910, Actes, pp. 20 et 21).

La Conférence se mit au travail, tint des réunions multipliées du 23 juin au 25 juillet 1910. Les sommités du droit et des affaires d'une quarantaine d'États s'y dépensèrent sans compter et arrêtèrent l'avant-projet d'une loi uniforme. L'avant-projet de convention com-

portait 26 articles ; l'avant-projet d'une loi uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre, 88. Rien n'était semble-t-il, laissé dans l'ombre : les résultats apparents étaient remarquables — mais la Conférence sentait elle-même que son œuvre devrait être examinée à loisir et revue. Aussi avant de se séparer émit-elle le vœu suivant : le gouvernement des Pays-Bas voudra bien, après le délai nécessaire pour examiner l'avant-projet d'une convention et l'avant-projet d'une loi uniforme insérés ci-dessus ¹, convoquer une nouvelle conférence qui aurait pour mandat de fixer le texte définitif de la convention et de la loi de telle sorte que la convention puisse être, dans la Conférence même, soumise à la signature des plénipotentiaires.

En conformité de ce vœu, une deuxième conférence se réunit à la Haye, le 15 juin 1912. Et voici l'appréciation qu'on y trouve sur les résultats obtenus à la Conférence de 1910. Comme critique générale, observait M. Lyon-Caen, on a fait observer que l'uniformité n'était pas réelle, qu'elle était toute de façade, puisque dans la convention on admettait 14 ou 15 dérogations aux

1. L'Avant-projet de La Haye fait l'objet d'intéressantes discussions à la Société d'Etudes Législatives, aux séances du 1^{er} et du 26 décembre 1911. Le rapporteur, M. Wahl, ne manqua pas de souligner que l'Avant-projet laissait subsister les désaccords essentiels. « Il faut ajouter, disait-il, qu'il y a une catégorie de questions qui sont systématiquement et intentionnellement laissées de côté par l'Avant-projet : ce sont vraisemblablement celles sur lesquelles on désespère de voir les pays arriver à un accord. Je veux parler de la provision et de la capacité. »

dispositions de la loi. La vérité est que l'uniformité ne sera pas complète. Mais on se heurte à des difficultés insurmontables qui ne permettent pas d'atteindre à cette uniformité. La délégation française doit d'ailleurs reconnaître que la plupart des dérogations ont été insérées sur sa demande. Elles ne portent pas sur des questions de principes : elles ont pour but de permettre le maintien d'usages très anciens auxquels les intéressés en France tiennent à tel point que, tout en reconnaissant l'utilité de l'unification, ils préféreraient cependant renoncer à celle-ci plutôt qu'à ces usages. Il serait évidemment désirable que le nombre des réserves fût diminué. Les délégués français s'efforceront de contribuer à cette simplification autant qu'il leur sera possible. Il est à espérer que dans l'avenir les intéressés se rendront compte eux-mêmes des avantages de l'unification et renonceront aux usages qui nécessitent ces dérogations : on pourra alors apporter à la loi des modifications dans le sens de l'unification complète. (Conférence de la Haye, 1912, Actes II, p. 4).

Ce n'est pas tout : même avec les réserves dont étaient assortis les articles de l'avant-projet de convention et l'avant-projet de loi uniforme, ni l'Angleterre, ni l'Amérique n'avaient consenti à signer purement et simplement. Le délégué des Etats-Unis, Charles A. Conant, avait fait suivre sa signature des mots : sous les réserves faites dans ma déclaration lue en séance plénière le

jeudi 21 juillet dernier. Il répugnerait beaucoup au législateur américain d'avoir à défaire le long et pénible travail grâce auquel l'uniformité du droit de change a pu être réalisé dans trente-cinq Etats et quatre territoires de l'Union, ainsi que dans la Grande-Bretagne et ses dépendances. Sur certains points, la portée et le caractère des lois américaines diffèrent de la portée et du caractère des textes en vigueur dans l'Europe continentale. Nous n'avons point de Code de commerce distinct des lois générales ; nous ne faisons aucune différence suivant que le tireur ou le signataire d'un effet sont ou non des commerçants ; enfin nous n'avons point de tribunaux spéciaux appelés à connaître exclusivement des affaires commerciales. Dès lors, il nous serait plus difficile d'entreprendre l'adoption d'une loi uniforme qu'il ne le serait dans des pays où l'existence d'un Code de commerce distinct de la loi civile a servi de base à une longue série de textes et de coutumes. La difficulté qu'a présentée la confection d'un projet de loi uniforme ressort clairement de ce fait que, malgré leur habileté consommée, nos distingués rapporteurs se sont vus contraints de s'en remettre à la législation ou à la pratique de chaque pays, ou aux prescriptions du droit civil proprement dit en ce qui concerne 23 points des différents articles du projet... La réalisation de l'uniformité du droit de change se heurte aux Etats-Unis à un nouvel obstacle :

ainsi que l'a décidé la plus haute juridiction du pays, le gouvernement fédéral n'a pas qualité pour édicter des règles législatives concernant les effets de commerce. Nationaux ou internationaux, ces documents sont regardés comme présentant le caractère d'actes contractuels et soumis comme tels aux lois des Etats particuliers... (Conférence de la Haye de 1910. Actes, pp. 69 et 70).

En résumé, les Etats-Unis font des vœux pour que les Etats du continent adoptent une loi uniforme : mais où ils restent en dehors. Même attitude du délégué de la Grande Bretagne, Sir George Buchanan. Nous ne manquerons pas de soumettre à notre gouvernement un rapport détaillé sur tout ce qui s'est passé au sein de la Conférence et d'indiquer en même temps les points où, à notre avis, la loi anglaise est susceptible d'amélioration... Cependant il est de notre devoir d'affirmer de nouveau qu'il est impossible pour notre gouvernement d'aller plus loin ou de se départir de l'attitude qu'il a prise dès la convocation de la conférence.

Ce n'est pas un sentiment d'orgueil ou d'entêtement national qui a inspiré cette attitude, mais le besoin de sauvegarder les intérêts de nos commerçants. Une loi qui s'impose à plus de 120 millions d'habitants du monde — y compris ceux du Royaume-Uni, des Colonies britanniques et de la plupart des Etats-Unis d'Amérique — sans compter la vaste population de l'Empire des

Indes — ne se laisse pas modifier sans compromettre des relations commerciales établies de longue date et sans créer des divergences de législation entre les membres de la famille anglo-saxonne. Il se peut que, parmi les règles anglaises, il s'en trouve quelques-unes qui soient surannées et peu pratiques : mais dans ses grandes lignes notre loi représente l'incorporation des usages de notre commerce, qui n'est pas une loi arbitraire, imposée par la législature à la communauté commerçante. La législature n'a fait que donner la sanction de la loi aux usages de notre commerce et de notre industrie, et en modifiant la loi, nous porterions atteinte à des usages établis depuis longtemps (Conférence de la Haye 1910, Actes, pp. 68 et 69).

Confrontons maintenant le but de la Conférence et les résultats : il y a loin de l'un aux autres. Le but, c'était de s'entendre sur un texte uniforme : les résultats, c'est qu'un texte est bien voté, mais que les pays les plus engagés dans les affaires ne l'acceptent pas et que les autres ne l'acceptent que sous de multiples et essentielles réserves. Il fallait d'ailleurs s'y attendre : les lois des divers Etats, en matière d'instruments de crédit et de paiement, ne sont pas des improvisations artificielles : elles ne sont que la traduction en langage juridique d'usages et de coutumes nées de la vie même. On pourrait, à la rigueur, créer une loi idéale en matière de lettre de change et de billet à ordre, mais à quoi bon si elle allait

contre les traditions et les usages ? Elle resterait lettre morte. C'est le mérite des déclarations des délégués américain et anglais de souligner fortement ce point de vue. En résumé, les travaux de la Conférence de la Haye de 1910 restent une source vraiment inépuisable de renseignements : mais ils n'ont pas beaucoup fait avancer l'œuvre d'unification du droit en matière de lettre de change et de billet à ordre. Et cela donne des doutes sur la possibilité même de l'unification car tous les éléments de succès paraissaient réunis. On n'avait pas encore eu le temps de « se blaser » sur la question. Sans doute, elle était depuis longtemps déjà à l'ordre du jour des préoccupations des juristes et des gouvernements. En 1863, l'Association internationale pour le progrès des Sciences sociales l'avait abordée dans sa session de Gand. En 1873, l'Institut de droit international l'avait, à son tour, discutée : en 1885, il avait même adopté un projet de loi uniforme sur la lettre de change. Les Congrès d'Anvers (1885) et de Bruxelles (1888) réunis sur l'initiative du Gouvernement belge, s'en étaient également occupé. En 1905, la Corporation des Doyens des commerçants de Berlin, convaincus de l'utilité de l'unification, chargea le Dr Félix Meyer de composer un travail de législation comparée sur la lettre de change et de le faire suivre par un projet de loi uniforme. La question n'était donc pas trop neuve en 1910 : mais elle n'était pas non plus trop usée. Et les délégués des divers pays n'étaient

pas encore trop sceptiques pour pouvoir aboutir. Ils avaient une compétence indiscutable : ils s'attelèrent à l'ouvrage comme s'ils devaient réussir. Et cependant, de leur aveu même, les résultats obtenus furent plus apparents que réels.

La deuxième Conférence de la Haye s'ouvrit le 15 juin 1912 et travailla pendant plus de cinq semaines. Le président, M. Asser, dans le discours de clôture, se montrait satisfait et optimiste, comme il est d'usage. Après des efforts renouvelés de temps en temps pendant environ un demi-siècle, après qu'un grand nombre de congrès, de chambres de commerce, de réunions de juriscultes dans presque tous les pays ont émis le vœu que la lettre de change soit réglée par une loi uniforme, on est enfin parvenu à établir entre un grand nombre d'Etats une entente ayant pour objet la réalisation de l'unité désirée et nous espérons qu'aujourd'hui même ou au plus tard le 31 juillet 1913, ils signeront une convention à cet effet... De tous côtés, on s'est efforcé d'aboutir à la rédaction d'une loi uniforme présentant, malgré les concessions qu'on s'est vu obligé de se faire, un ensemble systématique et propre à assurer d'une manière efficace les droits du porteur et à régler avec une parfaite équité les obligations des signataires. Je crois pouvoir dire que ce but a été atteint. Néanmoins les critiques ne nous feront pas défaut, mais j'espère

que ces critiques, qui probablement porteront sur des points de détail, n'empêcheront pas les Etats d'entrer dans notre union. Qu'on veuille bien considérer que l'unité du droit n'est pas réalisable — même avec les réserves contenues dans la convention — sans qu'on se fasse des concessions. Il ne faut pas oublier non plus qu'il ne sera pas si difficile d'introduire dans la loi uniforme les modifications dont l'expérience aura démontré la nécessité (Conférence de la Haye, 1912, Actes 1, p. 222).

Ces espérances ne se réalisèrent pas. Tout d'abord, les délégués de l'Angleterre et des Etats-Unis s'abstinrent cette fois de signer, même avec des réserves. Et désormais ils n'assistèrent plus aux Conférences que comme observateurs. L'attitude des Etats-Unis est précisée dans une note du département d'Etat de Washington 500 C 1199-22. Après avoir consulté les services compétents, le secrétaire d'Etat tient à rappeler que le Gouvernement des Etats-Unis a toujours soutenu qu'il ne convenait pas de sacrifier l'unité fondamentale et les autres avantages du système anglo-saxon des lettres de change. Toutefois il estime, que même si l'on ne peut obtenir une uniformité complète, il y aurait néanmoins un grand intérêt à réaliser l'unification des législations relatives à cette matière en deux systèmes qui se substitueraient aux nombreux systèmes actuellement existants. Le département de l'Etat rappelle ici les déclarations de Charles A. Conant aux Conférences de la Haye

de 1910 et 1912. Puis il poursuit en citant les déclarations des experts américains et anglais à la réunion de 1925. Les experts américains et britanniques ont attiré l'attention du Comité sur les réserves formulées en 1910 à la Haye, par M. Conant et Sir George Buchanan, au sujet de l'attitude des Etats-Unis d'Amérique et de la Grande-Bretagne. Ils ont expliqué que, tandis qu'il n'est pas possible de fondre le système anglo-saxon avec celui du Règlement uniforme envisagé, pour des raisons exposées à la Haye en 1910-1912, ils seraient tout à fait disposés à aider le Comité d'experts en fournissant des renseignements et des explications sur la procédure en vigueur dans leurs propres pays, en ce qui concerne les lettres de change y compris les chèques. (Société des Nations, Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change. Documents préparatoires, Genève, 1929, p. 100). La position de la Grande-Bretagne est aussi fixée dans une note du Foreign Office du 9 mars 1929. Nous n'avons pas l'intention de récapituler ici les nombreuses différences de détail qui existent entre la législation anglaise (ainsi que celle des Dominions et des Etats-Unis d'Amérique) et le système général appliqué sur le Continent et dans l'Amérique latine : mais on peut rappeler que les quatre experts — dont Sir Mackenzie D. Chalmers — à qui la question générale avait été renvoyée en 1923, ont, à l'unanimité, conclu qu'il n'était pas possible de réaliser dans la légis-

lation sur la lettre de change une uniformité assez générale pour comprendre, à la fois, les pays dont la législation appartient au type anglais ou anglo-américain et ceux où est appliqué le système continental : il faut donc se borner à unifier dans toute la mesure du possible les législations du type continental (Société des Nations, Documents préparatoires, Genève, 1929, p. 86).

En 1925, au Congrès de Bruxelles, le délégué britannique, sir Félix Schuster, s'exprimait ainsi : depuis plus de trente ans, je me suis intéressé à la question d'une réglementation uniforme des effets de commerce, y compris les chèques et, à Rome, j'ai soumis et défendu la proposition tendant à réunir à la Haye, aussi rapidement que possible, une nouvelle Conférence internationale sur ces instruments de crédit : je suis donc pleinement favorable à l'unification chaque fois qu'elle est possible. Mais il y a une grande différence entre la législation anglo-saxonne et la législation continentale en matière d'effets de commerce : il n'est pas possible de fondre en un seul ces deux systèmes. On peut cependant s'efforcer d'en atténuer les différences : il serait possible d'envisager l'assimilation en un seul système des lois latines et en un autre système des lois saxonnes, de sorte qu'il n'y aurait que deux systèmes bien déterminés.

Comme l'observe finement M. H. Peugeot (de l'unification du droit en matière de chèque, p. 211, Sirey, 1927), ce qui est proposé, c'est donc de procéder par

étapes : le but redevient celui de la Conférence de la Haye de 1912 : mais la méthode préconisée diffère : instruit par l'expérience, l'on croit que, pour le moment, il faut sérier les questions : on essaiera d'abord d'unifier les législations continentales, de telle sorte qu'on n'ait plus que deux systèmes en action : le continental et l'anglo-saxon. Plus tard, par des concessions mutuelles, l'on arrivera peut-être à une unification totale. Mais ce ne peut être l'œuvre ni d'aujourd'hui, ni de demain. Les efforts seront plus efficaces, moins décevants, s'ils se concentrent sur des buts de réalisation rapprochée. On suit ici la même tactique qu'à Genève en ce qui concerne l'arbitrage. Tout d'abord l'on avait cru pouvoir aboutir à un pacte général d'arbitrage. Et puis, il a fallu en rabattre, et l'on s'est contenté de signer de ces pactes avec les pays les plus favorables aux solutions pacifiques des litiges internationaux. Bref, on sent que pour réussir, il ne faut pas trop embrasser.

Cette méthode même n'est pas sans inconvénients qui ont été soulignés dans un très intéressant rapport présenté à la session de février 1929 de l'institut international de Rome pour l'unification du droit privé. Tout en considérant les difficultés qui s'opposent à l'adoption d'une législation uniforme en matière de change, il convient toujours de s'inspirer d'une tendance fermement décidée à parvenir, même lentement, et au moyen de rapprochements successifs, à des règlements uniformes.

Le Conseil de direction de l'Institut, dans sa séance du 31 mai 1928, traitant du thème de l'unification en général, a relevé que la création d'un système continental rigide, nettement opposé au système anglo-saxon, risque de rendre plus difficile la découverte de points de contact entre les deux systèmes (Société des Nations. Documents préparatoires, Genève, 1929, p. 124).

Quoiqu'il en soit d'ailleurs, un fait subsiste, c'est que dans le droit du change, les pays anglo-saxons font nettement bande à part. Ce n'était pas ce que l'on espérait à la Haye en 1910 et en 1912, où l'on multipliait les avances à l'égard de ces pays. Il est à souhaiter, déclarait M. Asser — et le caractère mondial de notre conférence prouve suffisamment que c'est le désir de ses initiateurs — que cette entente n'embrasse pas seulement l'Europe continentale, mais qu'elle comprenne tous les Etats qui prennent part au commerce international et notamment ceux où la lettre de change est régie par le droit anglo-saxon, Etats qui forment une si grande partie du globe... On se souvient de la déclaration des Barons anglais réunis en Parlement vers le milieu du XIV^e siècle : *nolumus leges Angliae mutari* : mais on sait aussi que cette parole grave et fière ne visait pas et ne pouvait pas viser le droit commercial et notamment le droit de change. La nation anglaise se distingue, en matière de législation par un esprit conservateur, qui, dans son acception saine et naturelle, doit inspirer l'admiration et le respect, puisqu'il est une garantie contre le danger

des innovations mal préparées et contraires aux traditions nationales... Mais des considérations de cette nature ne sauraient s'appliquer que dans une certaine mesure au droit relatif à un effet de commerce qui est cosmopolite de sa nature et à l'égard duquel la législation doit nécessairement tenir compte des exigences du commerce international. (Conférence de la Haye de 1910. Actes, p. 19).

Au XX^e siècle, comme au XIV^e, les représentants de l'Angleterre opposèrent un *non possumus* d'autant plus obstiné que les Conférences se multipliaient. Ce n'est pas tout : même les Etats continentaux ne ratifièrent pas les actes de la Haye : ils ne pouvaient pas sacrifier des législations intérieures à une législation internationale — si intéressante qu'elle fût — mais qui heurtait des usages et des traditions trop enracinés. Ce n'est pas à dire cependant que l'oeuvre de la Haye n'ait pas eu certains résultats du point de vue de l'unification : les pays qui, depuis, ont modifié leurs lois sur le droit de change s'en sont beaucoup inspirés : de telle sorte que l'unification chemine peu à peu.

Pendant la guerre, la question sommeilla forcément : mais après, elle revint vite à l'ordre du jour, sous l'inspiration de divers groupements, notamment la Chambre de Commerce internationale et l'Institut international de Rome pour l'unification du droit privé. Finalement, la Société des Nations elle-même a pris la direction de

cette question et a provoqué des études approfondies, suivies d'une Conférence internationale tenue à Genève du 13 mai au 7 juin 1930. Les comptes-rendus débutent par un rapide historique qu'il n'est pas inutile de reproduire sommairement ici. Les tentatives faites en vue d'unifier le droit relatif à la lettre de change ont été nombreuses. Les premières remontent à un grand nombre d'années : les plus récentes et aussi les plus importantes ont été les Conférences de la Haye de 1910 et 1912. La dernière s'est terminée par la conclusion d'une convention et l'établissement d'un Règlement uniforme qui furent adoptés par les délégués de 27 Etats. Par suite de diverses circonstances, la Convention ne fut pourtant jamais ratifiée. En 1920, la Conférence financière de Bruxelles invitait, par une résolution, la Société des Nations à exercer son action dans ce domaine. C'est ainsi que le Comité économique de la Société des Nations fut chargé par le Conseil de s'occuper du problème. Les études qu'il a entreprises, avec l'aide d'experts, se sont échelonnées de 1921 à 1929 et ont abouti à l'établissement de projets de convention tendant à réaliser une certaine uniformité dans les législations du système dit continental. Par décision du Conseil de la Société des Nations, ces projets furent communiqués à tous les Etats membres et non membres de la Société (lettre circulaire du 19 juillet 1928)... Parmi les réponses reçues 35 contenaient des observations détaillées et toutes, dans leur ensemble, se

montraient favorables à la convocation d'une conférence sur la base des dits projets... C'est dans ces conditions que le Secrétaire général de la Société des Nations invita, par une lettre du 27 août 1929, les Etats membres et non membres à se réunir en conférence (Société des Nations, Comptes-rendus, Genève, 1930, p. 11).

La conférence tint 35 séances : elle réunissait les délégués de 31 Etats : l'Amérique avait un observateur. Le Comité économique de la Société des Nations, la Chambre de Commerce internationale, l'Institut international de Rome étaient représentés. Comme suite à ses délibérations qui durèrent plus de trois semaines, la Conférence adopta à l'unanimité trois conventions, la première portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre.

Quel sera le sort de cette convention ? sera-t-il le même que celui des Conventions de 1912 ? Il est encore impossible de le dire actuellement. Appendice, p...120 En tout cas, les textes dont la ratification est demandée sont hérissés de réserves et l'unification n'est encore que très limitée et surtout apparente. L'article 1^{er} de la Convention est ainsi libellé : les Hautes Parties contractantes s'engagent à introduire dans leurs territoires respectifs, soit dans un des textes originaux, soit dans leurs lois nationales, la loi uniforme formant l'annexe 1 de la présente convention. Cet engagement sera éventuellement subordonné aux réserves que cha-

que Haute Partie contractante devra dans ce cas signaler au moment de sa ratification ou de son adhésion. Ces réserves devront être choisies parmi celles que mentionne l'annexe 11 de la présente convention... Or, l'annexe 11 comporte 23 articles dont plusieurs d'une extrême importance. La séance de clôture fut marquée par les habituelles congratulations : mais on s'y rendait compte cependant que la route à parcourir pour arriver à une véritable unification restait longue. Voici par exemple, comment s'exprimait le représentant du Comité économique, M. Barboza-Carneiro.. «Je crois être dans le vrai en disant que vous avez amélioré sous plusieurs rapports l'œuvre des conférences de 1910-1912 ; vous avez rendu le système plus souple et vous avez très sagement tenu compte de certaines contingences de la vie des nations, contingences qui n'étaient pas apparues avec la même force à vos illustres devanciers. J'ose dire que vous avez considéré le problème avec un esprit d'objectivité et je ne crois pas me tromper en affirmant que le souci de conformer vos décisions aux possibilités d'unification effective du droit cambiaire a été la caractéristique même de votre conférence. Vous vous êtes posé comme règle de faire une œuvre réaliste. Certes on aurait voulu obtenir davantage... Consentez que j'exprime avec vous le souhait très vif que les Parties contractantes fassent le moins possible usage des réserves admises par la Conférence (Société des Nations. Comptes-Rendus, Genève, 1930, p. 456)».

« Peut-être, disait, de son côté, le président de la Conférence, peut-être critiquera-t-on l'existence de nombreuses réserves dans la convention portant loi uniforme. Ceux qui formuleraient de semblables critiques prouveraient simplement qu'ils ne sont pas au fait des difficultés de la matière que nous avons si longuement traitée, et qu'ont traitée combien d'autres avant nous. Tous vous étiez animés du désir sincère d'établir une convention qui n'eût point comporté de réserves. Vous savez combien nous avons dû reconnaître, au cours de nos délibérations, que ces réserves étaient indispensables et qu'elles devenaient la condition du succès de notre œuvre d'uniformisation... Fallait-il sacrifier le sort même de notre tentative à ce désir de réaliser l'uniformité absolue ? (Société des Nations, Comptes-rendus, Genève, 1930, p. 457). Quant au président du Comité de rédaction M. Gianini, il ne voyait dans la conférence finissante qu'une étape. Tout doit être fait trois fois. La troisième fois, on doit l'espérer, la lettre de change acquerrera partout l'uniformité désirée. La Conférence a toujours pensé aux pays britanniques et anglo-saxons, aux autres pays qui s'inspirent de la loi anglaise et de la loi américaine. Cette fois, on peut espérer que la Grande-Bretagne travaillera avec les pays du Continent pour arriver à une réelle uniformité du droit cambiaire. La sagesse anglo-saxonne, fondée sur l'expérience, permettra certainement d'aboutir. Ce sera la tâche d'une autre conférence (*ibid.*, p. 457).

En attendant, des conflits de lois sans nombre restent possibles. Et c'est pourquoi toutes les conférences se sont attachées, quoique subsidiairement, à établir des règles de solution. Sans doute leur but essentiel était de tendre à l'unification : mais toutes sentaient que cette unification n'était pas, pour longtemps, pleinement possible et qu'en attendant il fallait aviser. Un pays s'est trouvé pour critiquer cette procédure : les Pays-Bas : mais il n'a pas été suivi. Voici les curieuses observations que le gouvernement de la Reine présentait le 23 mars 1929 sur le rapport des experts. Le gouvernement des Pays-Bas, ayant étudié le dit rapport avec le plus grand intérêt, a pu constater avec satisfaction que les experts juristes, placés devant le choix entre le système de l'unification et celui de la simple solution des conflits de lois, ont montré une préférence très nette pour le premier de ces systèmes. En effet, les difficultés qui jusqu'à présent ont empêché l'unification d'autres matières de droit privé, comme par exemple, celles concernant le statut personnel, le régime des droits réels, les questions de succession et autres, n'existent pas pour la lettre de change ; ici l'on ne se trouve pas en présence de questions touchant aux mœurs, à la religion, aux traditions nationales... ici au contraire, il s'agit d'un instrument de commerce d'un caractère essentiellement international... Les experts juristes ont ajouté aux deux règlements uniformes, deux projets de convention contenant, à part

une disposition concernant le timbre, des règles concernant les conflits de lois en matière de lettres de change et de chèques. Ces règles sont destinées à solutionner les difficultés nées de la divergence des lois nationales : elles supposent donc que le règlement uniforme ne sera adopté par aucun Etat ou bien que l'adhésion au dit règlement ne serait que partielle, soit en ce qui concerne les règles adoptées, soit à l'égard du nombre des pays adhérents. Dans chacun de ces cas, les droits et obligations découlant de la même lettre de change internationale pourraient tomber sous l'application de plusieurs lois différentes, et il se poserait la question de savoir laquelle de ces lois devrait être appliquée. C'est à cette question que les projets de convention sus-mentionnés donneront une réponse. Or, le gouvernement des Pays-Bas a des doutes sur l'opportunité d'étudier d'ores et déjà des conventions contenant ces dispositions. Le Gouvernement est d'avis qu'il faut d'abord s'occuper exclusivement de la loi uniforme en ce qui concerne l'étendue de son application sur le territoire des Etats contractants... après que le règlement uniforme ainsi que l'étendue de son applicabilité auront été arrêtés et que l'on aura acquis la certitude concernant le nombre des Etats contractants, leur importance au point de vue commercial, la mesure dans laquelle ils auront usé de la faculté de déroger à la loi uniforme, l'opportunité d'établir des règles, dites de conflits de lois, pourra être étudiée. (Société

des Nations. Documents préparatoires, Genève, 1929, pp. 92, 93). Du point de vue purement logique, le gouvernement des Pays-Bas n'a pas tort : mais il a des choses une vue trop optimiste et de fait les diverses conférences ont mené de front le problème de l'unification et celui de la solution des conflits de lois. Et l'on peut même noter que les textes relatifs aux conflits de lois ont pris de plus en plus d'importance. A la Haye, ils étaient inclus dans les dispositions relatives à la lettre de change et étaient très réduits. A Genève, ils se présentent distinctement et sont très développés. Sans doute l'idéal eût été d'aboutir à une loi uniforme : mais ce n'est pas actuellement possible. De quoi s'agit-il au fond ? de porter remède aux difficultés qui naissent de la variété des législations. Il y a deux moyens de le faire : supprimer cette variété et par suite les difficultés actuelles — en adoptant une loi uniforme, ou maintenir les diverses lois — mais prévoir des procédés de solution pour les conflits qui peuvent naître en elles. Ce dernier procédé est le moins ambitieux, mais peut-être est-il le plus adéquat aux circonstances et aux réalités. Admettons, si l'on veut, que ce soit un pis-aller : ce serait en tout cas un sérieux progrès sur l'état de choses actuel. Et déjà les difficultés d'une entente ainsi limitée ne seront pas minces. Il ne serait pas impossible que dans les conférences futures le problème de la solution des conflits de lois ne prenne le pas sur celui de l'unification. Et c'est pourquoi il nous a paru intéressant de l'étudier ici.

CHAPITRE II

LES CONFLITS DE LOIS AUX CONFERENCES DE LA HAYE DE 1910-1912

Dans le questionnaire rédigé par le gouvernement des Pays-Bas, en vue de la préparation de la Conférence de 1910, il était fait une place aux questions de conflits de lois, (n° 36 et dernier) : quelles sont les règles de droit international privé applicables, *a*) à la capacité des signataires d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, *b*) à la forme des obligations contractées par la signature d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, *c*) aux formalités à remplir par rapport à une lettre de change ou un billet à ordre pour conserver les droits qui en résultent, *d*) à la sanction des prescriptions fiscales ?

Voici les réponses les plus significatives — soit qu'elles émanent des grands pays — soit qu'elles aient été sérieusement pesées. L'Allemagne se borna à dire que la capacité de s'engager par une déclaration consignée sur une lettre de change sera déterminée par les lois de

l'Etat contractant dont le déclarant est ressortissant. Mais si la déclaration a été faite dans un Etat d'après la législation duquel le déclarant serait capable de s'engager par lettre de change, elle sera valable, quand même la législation du pays du déclarant lui refuserait la capacité. Il ne paraît pas nécessaire d'établir pour les territoires des Etats contractants, des règles de droit international touchant la forme des obligations par lettre de change. Les formalités à remplir par rapport à une lettre de change en vue de l'exercice ou de la conservation des droits qui en résultent seront déterminées par la législation de l'endroit où serait fait l'acte en question. L'inobservation des lois sur le timbre n'aura aucune influence sur la validité de la lettre de change et des déclarations qu'elle contient. La réponse allemande n'offre pas de particularités : elle reflète les idées généralement reçues en la matière : mais elle est forcément très générale et sommaire. Les Etats-Unis admettent, en principe, les mêmes règles que l'Allemagne pour ce qui est de la capacité : mais ils ajoutent cependant que les tribunaux américains sont moins stricts sur la capacité pour endosser que sur la capacité pour émettre. Quant aux formes, ils admettent la loi de passation de l'acte ou de l'endroit où la formalité devient nécessaire (Conférence de la Haye, 1910, Documents pp. 92, 93). Mêmes règles en Argentine avec cette particularité que la loi nationale, c'est la loi du

domicile (*ibidem*, p. 97). La Hongrie fit une réponse tout à fait analogue à celle de l'Allemagne mais elle fit observer que l'unification devrait, en outre des questions posées, s'étendre aussi sur la question de savoir quelles devraient être les règles applicables à la validité intrinsèque des déclarations sur la lettre de change (*ibidem*, p. 137). La Belgique entre davantage dans le vif du sujet. Sans doute, la capacité des obliger par lettre de change ou par billet à ordre est régie, dans le droit interne de la plupart des pays, par les règles qui gouvernent la capacité générale de contracter. Mais il y a, sur ce point, une grande variété entre les diverses législations. Admit-on, fort gratuitement d'ailleurs, qu'il fut possible de réaliser un jour dans le monde l'unité en cette matière, elle ne peut évidemment être l'œuvre d'une loi sur la lettre de change. Tout au plus, peut-elle supprimer les incapacités spéciales en matière d'effets de commerce établies par quelques rares législations. Reste à déterminer, en présence des divergences existant relativement à cette capacité générale, quelles sont les règles applicables à la solution des conflits de lois qu'elles entraînent. La difficulté est considérable à raison de la différence essentielle que présentent les deux opinions dominantes dans la question de savoir quelle est la loi qui doit servir à déterminer la capacité des étrangers : loi de nationalité, dans la presque totalité des législations

du continent européen : loi du domicile, modifiée le plus souvent par la loi du contrat, dans le droit anglo-américain. La Belgique se prononce pour l'adoption du principe continental, qui lui paraît rationnel : mais on peut prévoir que l'entente en ce sens serait difficile, sinon impossible. De telle sorte que l'on s'aperçoit ici que dans le droit international, les mêmes formules peuvent cacher des sens tout différents et même irréductibles. La Belgique admet d'ailleurs des tempéraments à l'application de la loi personnelle — quelle qu'elle soit — et notamment la restriction suivante du Congrès de Bruxelles et d'Anvers : « L'étranger, incapable de s'obliger par lettre de change ou par billet à ordre en vertu de la loi de son pays, mais capable d'après le pays où il appose sa signature sur la lettre de change ou le billet à ordre, ne peut invoquer son incapacité pour se soustraire à ses obligations ». Quelque discutable que puisse être ce tempérament, d'après la Belgique, il paraît justifié en fait par la nécessité d'assurer la sécurité des transactions commerciales et par la nature même de la lettre de change ou du billet à ordre, effets de circulation, dont la négociation rapide ne se prête pas à des investigations sur la capacité des signataires d'après la loi du pays auquel ils appartiennent. Pour le surplus, la réponse de la Belgique n'apporte pas d'éléments nouveaux : elle recommande comme d'ailleurs presque tous les Etats, que la validité d'une

lettre de change ne puisse pas être affectée par l'absence ou l'insuffisance de timbre (Conférence de la Haye 1910, Documents, pp. 183 et 184).

Le Brésil remarque d'abord « qu'il n'y a pas d'inconvénients que la loi uniforme contienne aussi des règles complémentaires pour la solution des conflits de lois par rapport à la lettre de change ». Il est vrai que l'uniformité de la loi fait disparaître la possibilité des conflits de lois et rend sans objet le droit international privé : mais, en visant l'avenir, et au profit de la solution des questions qui peuvent rester en dehors de la loi uniforme, ainsi que pour l'entente des législations qui ne veulent pas se conformer à la nouvelle orientation, il serait très utile de compléter l'accord au sujet des règles de droit international privé, par rapport au droit de change. Le Brésil accepte les règles habituelles : mais avec cette nuance que les questions de forme comme les sanctions des prescriptions fiscales doivent être soumises, d'une *façon impérative* à la règle *locus regit actum*. Or, on sait, qu'en France notamment, cette règle n'est que facultative et d'ordre essentiellement pratique.

Voici la réponse de la France sur ce point au questionnaire de la Haye : d'après la règle *locus regit actum*, il doit être admis, en principe, que les conditions de forme sont déterminées par la loi du pays où le titre a été souscrit. Mais si, en fait, les formes exigées par la loi de ce pays ont été observées dans un autre pays, la validité

de l'acte devra être reconnue dans le premier, alors même que la forme exigée dans le pays où l'effet a été souscrit, n'aurait pas été suivie. (Conférence de 1910 Documents, p. 249). La France ajoute que chaque signataire de la lettre de change ou du billet à ordre est tenu d'obligations que détermine la loi du pays où il s'est obligé. C'est à cette même loi qu'on doit se référer pour la conservation des droits existants contre chaque signataire du titre. En somme, la position de la France est assez particulière. Elle donne une grande importance à la personnalité. En Grande-Bretagne, au contraire, la territorialité est mise au premier plan.

Dans les conflits de lois, la capacité des parties pour contracter est ordinairement déterminée dans le Royaume-Uni par la loi du domicile et non par celle de la nationalité : mais en matière d'effets de commerce, il serait peut-être préférable de s'en tenir à la *lex loci contractus*. (Conférence de 1910. Documents, p. 259).

L'Italie insista sur le caractère subsidiaire que devrait avoir la question des conflits de lois. Les règles visant le droit relatif à la lettre de change sont celles qu'il importe le plus d'établir : quant aux points sur lesquels il est impossible d'arriver à l'uniformité de droit en cette matière, il convient d'essayer de formuler un code international uniforme. Puisqu'il est à prévoir que, malgré tous les efforts en vue d'arriver à l'unification du droit relatif à la lettre de change, certaines matières

devront nécessairement être laissées aux soins des lois nationales, ainsi que celles qui ont trait à la capacité et à l'exécution : il s'ensuit qu'il serait opportun d'établir des règles complémentaires pour la solution des conflits législatifs : cependant il est à désirer que la matière de ces conflits se réduise au minimum, ce qui s'obtiendra en perfectionnant autant que possible la loi future relative à la lettre de change.

Cette réserve faite, l'Italie n'en donne pas moins tous ses soins aux questions de conflit. A propos de la capacité des signataires, elle s'exprime ainsi : puisque la question qu'il s'agit d'examiner est une de celles dont la solution implique nécessairement le sacrifice d'un système à un autre, voire même d'une tradition nationale à une autre, la Commission croit opportun d'indiquer les deux systèmes auxquels on pourrait accorder la préférence, c'est-à-dire : 1° le système alternatif d'après lequel la capacité de la personne qui entend s'obliger conformément à la loi relative à la lettre de change est réglée ou par sa loi nationale ou par la loi du lieu où elle s'oblige : entre les deux lois, il conviendra d'appliquer celle qui sera plus favorable à la validité de l'obligation ; 2° le système de la loi nationale de la personne qui s'oblige.

Le législateur italien s'en tient au principe de la *lex loci actus* : mais l'Italie reconnaît que cette solution n'est pas sans inconvénients : d'abord la détermination

du lieu où une obligation de cette nature est stipulée, n'est pas toujours facile eu égard à la grande activité de la vie moderne. Et puis on ne saurait non plus facilement comprendre pourquoi un individu, capable de s'obliger civilement selon sa loi nationale, doive être considéré incapable de s'obliger d'après le droit relatif à la lettre de change, si la *lex loci actus* ne lui reconnaît pas cette capacité : de sorte que le premier système qui accorde en concours valeur à la loi nationale et à la *lex loci actus* pourrait paraître préférable. Mais il est compliqué, puisqu'il dépend non pas d'une seule loi, mais de deux. Il peut offrir des dangers puisqu'il permet au débiteur de se soustraire à sa loi nationale. L'Italie croit, en définitive, que le système préférable serait celui de l'application de la loi nationale : il protège le signataire et il est pratiquement sans danger pour la rapidité des stipulations, car personne n'accepte une lettre de change sans avoir la certitude de la pleine capacité tout au moins du dernier des signataires. D'après l'Italie, la forme des obligations contractées par le signataire d'une lettre de change ou d'un billet à ordre, doit être réglée parla *lex loci actus*. Enfin l'Italie souhaite que tous les Etats adhérents s'obligent à apposer sur les lettres de change un timbre d'origine d'un taux uniforme. (Conférence de la Haye. Documents, pp. 278-79).

Le Luxembourg fit aussi une réponse qui mérite de retenir l'attention. Certes, dit-il, le but de la loi uniforme

est d'écarter les conflits de lois en matière de lettre de change. Aussi si cette loi était universellement admise par tous les pays, il n'y aurait plus lieu de réglementer ces conflits, ceux-ci ne pouvant plus se produire. Mais comme c'est là un idéal que l'on ne peut encore qu'entrevoir et qui tardera certainement à se réaliser, il serait utile que la loi contienne des règles pour la solution des conflits qui peuvent encore se présenter. Pour ce qui est des formalités à observer pour la présentation de la lettre de change au paiement et pour les recours à exercer, il faut exiger l'application de la loi du pays où le contrat s'est fait. Donc le pays où la lettre a été créée ou endossée, suivant que le recours est exercé contre le tireur ou contre un endosseur.

Le Siam est plus optimiste que les autres Etats : il affirme qu'un projet de loi destiné à uniformiser les lois sur les effets de commerce doit, en raison même de son objet, considérer comme secondaires les conflits de lois qu'il s'efforce précisément de prévenir et qu'il écartera sans doute avec succès sur la plupart des points techniques. Seules devront être laissées de côté en la codification projetée les questions qui touchent à la capacité des parties (droit civil) car on peut prévoir la possibilité de trancher celles qui soulèvent aujourd'hui des conflits quant à la forme et aux effets des divers titres. L'importance des conflits de droit est ainsi bien restreinte. Les faits devaient contredire ce point de vue.

Quant à la Suisse elle répondit qu'il était désirable de soumettre à une réglementation internationale la question du droit applicable à la capacité de souscrire des obligations de change, à la forme des effets de change et à l'exercice des droits qui en dérivent. D'après elle, la forme, le contenu et les effets de toute déclaration portée sur un effet de change sont régis par la loi du lieu où elle a été faite. Il faut considérer comme tel le lieu indiqué par l'effet et à défaut d'indication sur ce point le domicile du signataire.

Voici enfin, dans ses lignes essentielles, la réponse de la Turquie. Les conflits de droit se présentent souvent devant les tribunaux mixtes ; si en pareil cas les juges ont un règlement en vigueur chez toutes les nations civilisées, cela faciliterait leur tâche et empêcherait des affaires judiciaires de dégénérer en conflits internationaux. Les règles concernant la capacité des signataires des lettres de change et des billets à ordre sont déterminées par la loi du pays auquel ces personnes appartiennent. La forme de la lettre de change et du billet à ordre est déterminée par la loi du lieu de son émission. La forme des endossements, de l'acceptation et de l'aval est fixée par la loi de chacun des pays où ces actes sont faits. Le délai accordé pour la présentation des lettres de change et des billets à ordre, à vue ou à délai de vue, se détermine d'après la loi du pays dans lequel le titre a été créé. Les obligations du porteur au point de vue

de la présentation pour l'acceptation et pour le paiement sont fixées par la loi du pays où a été émise la lettre de change ou le billet. La loi du lieu où le paiement doit se faire détermine le mode de constatation du défaut d'acceptation ou de paiement et les formes du protêt, ainsi que les délais fixés pour le dresser. Les avis à donner aux garants pour la conservation des droits de recours dans les cas de défaut d'acceptation ou de paiement et les délais requis pour les notifier sont régis par la loi du pays d'où ces avis doivent être envoyés — les délais pour l'exercice du droit de recours contre les endosseurs ou les autres garants et contre le tireur ou pour l'action directe contre l'accepteur, sont fixés par la loi du pays où a été fait l'acte d'où résulte l'action engagée. Toutefois, à l'égard des endosseurs et des autres garants, ces délais ne peuvent jamais dépasser celui qui est établi pour l'action en recours contre le tireur. Le juge du lieu fixé par le paiement de la lettre de change est compétent pour connaître de l'action collective du porteur contre tous les signataires. Les juges des lieux où a été émis le titre, où ont été faits les endossements, où ont été donnés l'acceptation ou l'aval, ne sont compétents que pour connaître des actions exercées individuellement contre chacun des obligés. La faculté pour le porteur de pratiquer des saisies et les formes de ces voies d'exécution sont réglées par la loi du pays dans lequel il y est procédé. Dans le cas où plusieurs signataires

du titre feraient faillite, le porteur pourrait participer aux distributions dans toutes les masses et y figurer pour le montant nominal de son titre, y compris frais et intérêts. (Conférence de 1910, Documents p. 429).

On voit que la question de la solution des conflits de lois avait été l'objet d'une étude déjà approfondie, quand s'ouvrit la Conférence de La Haye de 1910. Une commission spéciale fut constituée, dont la composition était la suivante : MM. Kriege (Allemagne), président, de la Vallée-Poussin (Belgique), Renault (France) rapporteur, Beichmann (Norvège), et Asser (Pays-Bas). Elle fit adopter les trois articles suivants : art. 83. La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre Etat, c'est cette dernière loi qui sera appliquée. La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue, si elle s'est obligée sur le territoire d'un Etat d'après la législation duquel elle aurait été capable. Art. 84. La forme d'un engagement pris en matière de lettre de change est réglée par les lois de l'Etat sur le territoire duquel cet engagement a été contracté. Art. 85. La forme du protêt et des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change est réglée par les lois de l'Etat sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question. (Conférence de La Haye, Actes p. 163).

Voici tout d'abord le commentaire que le rapporteur, M. Renault, donne de ces articles. La Commission de droit international privé a été chargée de préparer les dispositions relatives aux conflits des lois : ses propositions forment le chapitre VIII du projet (art. 83 à 85) et doivent être expliquées. Les conflits de lois, en matière de lettre de change, vont naturellement diminuer beaucoup d'importance entre les Etats qui entreranno dans l'Union projetée : ce n'est pas à dire pourtant qu'ils disparaîtront tout à fait. Ils peuvent se présenter soit pour des questions non réglées par la loi uniforme, soit pour des points dont elle s'est occupée, mais qu'elle n'a pas réglés d'une façon absolue. Il est donc nécessaire d'y pourvoir.

M. Renault observe que la loi uniforme ne règle pas la capacité de s'obliger par lettre de change, qui est déterminée par chaque loi nationale, suivant ses vues particulières. Il y a forcément des divergences, soit à propos de la majorité, soit à raison de certaines situations comme celles de la femme mariée. Des conflits peuvent se présenter : n'y a-t-il qu'à les laisser sous le droit commun ? ou des solutions spéciales s'imposent-elles ici ? Le droit commun c'est que la capacité d'une personne est réglée par sa loi nationale — dans son propre pays et à l'étranger — on sait d'ailleurs que la loi nationale ne dérive pas partout des mêmes principes.

M. Renault croit que pour des raisons de nécessité

pratique, il faut déroger au droit commun et élargir les règles de capacité. Si le signataire est capable d'après sa loi nationale, cela suffit. S'il l'est d'après la loi du pays où il a signé, cela suffit aussi, mais cependant avec la réserve que l'Etat d'origine de l'obligé peut tenir l'engagement pour nul — car, sans cette réserve, il suffirait à des incapables de franchir la frontière et d'aller dans un pays où leur incapacité n'existe pas pour tourner la loi de leur patrie. Chaque Etat contractant a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Etats contractants que par application de l'art. 83, al. 2 de la loi.

Enfin, si la loi nationale de l'obligé renvoie à une autre loi, et que le signataire soit capable d'après cette loi, cela suffit aussi. En somme, on essaye, autant que faire se peut, de limiter les cas de nullité pour incapacité et cela parce que la lettre de change doit circuler facilement et rapidement. L'art. 83 de l'avant-projets de La Haye ne consacre qu'une innovation : le renvoi. Et peut-être n'est-ce pas là une nouveauté bien heureuse. Sans doute, la capacité des signataires peut s'en trouver accrue : mais au prix de quelles complications. Mais en 1910, la théorie du renvoi était plus en faveur qu'aujourd'hui.

En matière de formes, les conflits devraient être moins fréquents qu'en matière de capacité : car l'avant-projet s'efforce d'arriver à une lettre de change identique partout. Mais comme le remarque le Rapporteur, cette identité n'est pas absolue : de plus, il faut prévoir le cas de lettres de change tirées d'un Etat non contractant sur un Etat contractant ou à l'inverse, d'où nécessité de prévoir des conflits et de pourvoir à leur solution. La Haye admet la règle traditionnelle : *locus regit actum*, mais M. Renault dit qu'elle doit être bien comprise et il prend un exemple. Supposons des rapports de lettres de change entre l'Allemagne et la France : la première exige que la lettre de change contienne expressément la dénomination de lettre de change, la seconde se contentant de la clause à ordre. Par application de l'art. 84, un pareil titre devra être considéré à Berlin comme constituant une lettre de change. A l'inverse une lettre est créée de Berlin sur Paris : elle contient la clause à ordre, mais pas la dénomination de lettre de change : elle ne sera pas valable en France par application du même article. N'est-ce pas que parfois les formes sont, s'il est permis de dire, imprégnées de fond ? Pourquoi Berlin tient-il tant à la dénomination « lettre de change » sinon dans une vue de protection pour ceux qui s'engagent par ce moyen ? Ces difficultés ne sont d'ailleurs pas spéciales, ici : elles se présentent dans une foule de cas et rendent l'application de la règle *locus regit actum* assez délicate et même assez arbitraire.

L'art. 85 apparaît comme un peu spécial : mais M. Renault déclare qu'il a une portée assez grande. C'est la loi de l'Etat où le protêt doit être dressé qui détermine l'officier public compétent, la manière dont il doit rédiger son acte, le lieu où il peut le dresser — comme les heures de la journée où il a la faculté d'agir. Ce qui soit dit du protêt s'applique aux actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en cette matière. Ces explications sont assez sommaires. Il semble qu'on soit en face d'une application pure et simple de la règle *locus regit actum*. Et dès lors pourquoi en parler spécialement ? Il nous semble qu'il y a ici quelque confusion : il conviendrait, semble-t-il, de délimiter le domaine de la *lex loci* et celui de la *lex fori*. A La Haye, on ne paraît pas faire la distinction. En somme, les trois articles de l'avant-projet, 83, 84 et 85, restent à la surface des choses : les conflits de lois ne sont pas traités avec l'ampleur qui eût convenu — sans doute intentionnellement car l'on voulait que tout l'effort portât sur le problème de l'unification du droit, qui était l'objet même de la Conférence. Nous devons à la vérité d'ajouter que de nombreuses solutions de détail de conflits de lois se trouvent dans un autre document : l'avant-projet de convention (art. 4, 6, 8, 9 et 11, etc).

A titre d'exemple, voici l'art. 6 : « En addition à l'art. 38 al. 1 de la loi, chaque Etat contractant a la faculté d'admettre des lettres payables en foire sur son

territoire et de fixer la date de leur échéance. Ces lettres seront reconnues valables par les autres Etats ». Mais en définitive, l'œuvre de la Conférence de 1910, en matière de conflits de lois, est assez superficielle et modeste.

En 1912, le Comité de droit international privé était composé comme en 1910 dans l'ensemble : Kriege, président, Renault, rapporteur, Asser, Beichmann, Buzzati (Italie), de la Vallée-Poussin. Il demanda à la nouvelle Conférence de s'en tenir à peu près à ce qui avait été décidé en 1910. Nous n'avons pas pensé, lit-on dans le rapport Renault, qu'il y eût lieu de modifier profondément les dispositions consacrées aux conflits de lois, telles qu'elles ont été adoptées en 1910, nous estimons que, dans cette matière difficile, il faut, pour le moment du moins, s'en tenir au minimum et ne pas charger le projet de règles peut-être prévoyantes, mais discutables en elles-mêmes, qui l'exposeraient à des objections spéciales. Il suffit de régler l'essentiel, ce qui est fait par les art. 83 à 85 du projet de 1910, devenus les art. 74 à 76 du projet actuel.

En somme la Conférence de 1912, comme celle de 1910 se borne à formuler quelques principes traditionnellement admis, en leur laissant la signification que chaque pays leur attribue et qui pour tous n'est pas identique.

Le rapporteur ne dissimule d'ailleurs pas que des critiques ont été adressées à l'œuvre réalisée en 1910.

En matière de capacité, l'Argentine avait demandé que la loi du domicile fût mise sur la même ligne que la loi nationale, en ce sens que cette loi du domicile ne régirait pas seulement les Argentins à l'étranger, mais aussi les étrangers en territoire argentin. Ainsi un Allemand qui aurait son établissement à Buenos-Ayres et qui contracterait à New-York serait soumis à la loi argentine. Le Comité estime qu'il est impossible d'admettre une pareille proposition qui tendrait à battre en brèche une règle fondamentale du droit international privé de l'Europe. L'Argentine est d'ailleurs protégée par le texte même, dans le cas où des étrangers souscrivent des lettres de change chez elle.

Le principe de la détermination de la capacité par la loi nationale comporte en effet une grave restriction, puisqu'il suffit que l'obligé soit capable d'après la législation du pays sur le territoire duquel il a contracté. Remarquons qu'il n'est même pas exigé que l'obligé soit domicilié sur ce territoire. On a aussi reproché à l'article relatif à la capacité de faire état de la théorie du renvoi. Bien que n'en étant pas partisan, M. Renault croit qu'il y a ici utilité à l'admettre, car la règle qui est proposée a une portée d'application générale, c'est-à-dire qu'elle concerne le cas où il s'agit d'individus appartenant à des Etats quelconques, c'est-à-dire même à des Etats restant en dehors de l'Union qu'on se propose de former.

Pour ce qui est de la question des formes, il n'est pas non plus fait d'innovation. La seule différence entre l'art. 75 et l'article correspondant en 1910 consiste dans le remplacement du mot *contracté* par le mot *souscrit*. Ce dernier mot a paru plus précis et de nature à écarter la difficulté qui se présente quand une même opération juridique se compose de deux actes intervenant dans deux pays différents : on peut se demander où l'engagement a été contracté, si c'est là où l'acte a été dressé ou bien là où il a été reçu par l'intéressé. On avait proposé de ne pas parler seulement de la *forme*, mais aussi des *effets* d'un pareil engagement : mais M. Renault, toujours prudent, estime que ce serait aller trop loin et qu'on n'apercevrait pas bien les conséquences d'une telle règle.

Quant au protêt, et actes analogues, il n'est pas opéré de changement non plus — le Rapporteur se bornant à souligner que le renvoi à la loi locale pour la forme doit être entendu d'une manière très large. (Conférence de 1912, Actes 1, pp. 163 et 164).

Une conclusion se dégage de l'étude des actes et documents des Conférences de La Haye, c'est à savoir que, autant la tentative d'unification du droit en matière de change fut examinée de près et dans tous les détails, autant la tentative d'unification en matière de règlements de conflits fut traitée d'une manière superficielle et sans conviction. On savait que si on la poussait un

peu, l'on aboutirait à des impasses. Il s'agissait seulement de sauver la face et de maintenir les contacts. Les Conférences avaient été réunies pour unifier le droit de change, c'est-à-dire pour supprimer les conflits de lois et non pas pour les régler. Sans doute, il en est ici comme de la guerre, l'objectif, c'est de la faire disparaître : c'est seulement comme pis-aller qu'on la règle. Mais, à mesure que les espérances d'unification se dissipaient, ou du moins s'atténaient, le problème des conflits devenait plus pressant et l'on y donnait plus d'attention.

CHAPITRE III

LES CONFLITS DE LOIS DEVANT LE COMITÉ ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET A LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE GENÈVE DE 1930

Après la guerre, la question de l'unification du droit de la lettre de change s'est posée à nouveau. Le Comité économique de la Société des Nations a chargé quatre personnes de rédiger un rapport exprimant leur opinion personnelle sur la question de l'unification : Sir Mackenzie D. Chalmers (Grande-Bretagne), le Prof. D. Josephus Jitta (Pays-Bas), le Prof. Franz Klein (Autriche), le Prof. Ch. Lyon-Caen (France). L'un d'eux, le professeur Jitta s'est, dans son mémorandum, préoccupé des question de conflits de lois. Il est bon, d'après lui, d'éviter un système législatif qui se piquerait de trancher toutes les questions imaginables et de laisser une grande place à la jurisprudence. C'est ce que les jurisconsultes de haute valeur qui ont rédigé les dis-

positions de droit international privé, adoptées à la Haye ont compris. Comme eux, le Pr. Jitta limite son travail à trois matières : la capacité, la forme des engagements et la forme des actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits en matière de lettres de change.

A. La capacité de s'obliger par lettre de change. Selon le Pr. Jitta, les dispositions de la Haye sont un peu compliquées. Le principe de nationalité domine dans l'art. 74, alinéa 1 du règlement. Mais il est appliqué d'une façon particulière, en ce sens que ce n'est pas tant la loi nationale d'une personne qu'on applique que la loi à laquelle sa loi nationale renvoie. Et même il est atteint par l'alinéa de l'art. 74 qui déclare obliger la personne incapable d'après sa loi nationale, mais capable d'après la loi du lieu où elle s'oblige. Mais la Convention, à son tour, dans l'art. 18, réagit contre l'atteinte ainsi portée au principe de nationalité, en décidant qu'un Etat n'est pas obligé de soumettre la capacité de ses propres citoyens à une autre loi que la sienne propre. Le système adopté à la Haye a donné satisfaction à la majorité des Etats représentés ; mais il ne répond pas au droit anglo-américain et n'a pas trouvé faveur partout. Le Pr. Jitta croit qu'une formule satisfaisante pour tout le monde peut être trouvée. Il part de deux données : la première est qu'il n'est pas nécessaire de déterminer une capacité spéciale de s'obliger par lettre de change : on peut ren-

voyer à la loi générale qui régit la capacité de s'obliger par contrat. La deuxième est qu'il y a un fond de vérité dans la règle posée à l'al. 2 de l'art. 74 : mais il suffisait de dire que l'étranger, incapable d'après sa loi, mais capable d'après la loi du lieu où il contracte, *peut* être obligé et non *doit* être obligé : les juges apprécieront d'après les circonstances. C'est le droit américain et peut-être aussi le droit français. En conséquence, le Pr. Jitta aboutit donc à deux règles dont la première dit que la capacité de s'obliger par lettre de change dépend de la loi qui régit la capacité de contracter et la seconde que la personne, incapable d'après cette dernière loi, mais capable d'après la loi du pays où elle s'oblige par lettre de change, *peut* être considérée, d'après les circonstances, comme obligée valablement. Le juge pourra de cette manière apprécier aussi, si selon les circonstances, il faut prendre en considération la loi du pays où la signature est apposée réellement ou celle du pays où la lettre, d'après le lieu qu'elle indique, doit être censée avoir été signée au moins à l'égard d'un acquéreur régulier et de bonne foi. Il est permis de douter que le système proposé par le Pr. Jitta soit préférable à celui de la Haye. Dans les cas embarrassants, c'est une grande tentation pour le législateur que de se décharger en s'en remettant aux tribunaux. Mais les plaideurs y trouvent-ils leur compte ? On est en plein arbitraire : on ne sait jamais d'avance ce qu'un procès peut donner. L'esprit de chi-

cane est surexcité, car après tout, il n'est pas de procès, qui avec de la chance, ne puisse être gagné. Mais il n'en est pas non plus, si bon qu'il puisse être, qui ne soit susceptible d'être perdu. Pour que le système préconisé par le Pr. Jitta fût admissible, il faudrait que les corps judiciaires soient remarquablement recrutés.

B. La forme des engagements pris en matière de lettre de change.

La règle de l'art. 75 du Règlement, qui renvoie aux lois de l'Etat sur le territoire duquel un engagement a été pris, semble généralement acceptable pour le Pr. Jitta. Et il croit qu'on fait bien d'abandonner à la jurisprudence la solution des controverses que la règle *locus regit actum* soulève dans le droit international privé en général. Cependant, une disposition spéciale lui paraît utile. A la rigueur lorsque d'après la loi qui régit les formes de la lettre lors de la souscription, le titre n'est pas une lettre de change, toutes les déclarations postérieures à la souscription devront être considérées comme ne se trouvant pas sur une lettre de change et soustraites par conséquent à l'application du droit de la lettre de change. Cette conséquence porterait une trop forte atteinte à la confiance qu'une lettre de change doit inspirer, il faut statuer qu'une déclaration faite sur une lettre de change après la souscription est considérée comme écrite sur une lettre de change valable quant à la forme dès que

le titre répond, quant à la forme, aux lois du lieu où cette déclaration est faite.

C. La forme et les délais du protêt ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice et à la conservation des droits en matière de lettre de change.

D'après le Prof. Jitta, l'article 76 du règlement renvoie avec raison aux lois de l'Etat sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou l'acte en question. Le porteur doit pouvoir compter sur l'effet universel des mesures qu'il prend conformément à la loi du lieu indiqué. En somme, le Prof. Jitta reste dans le cadre des dispositions de La Haye qu'il approuve en principe. Il compte beaucoup sur les Tribunaux. Il a rendu visibles les modifications qu'il souhaite dans le tableau suivant :

DES CONFLITS DE LOIS

Art. 74 de la Haye. La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre lieu, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent est, néanmoins, valablement tenue si elle s'est obligée sur le territoire d'un Etat d'après la législation duquel elle aurait été capable.

Si on voulait bien formuler des règles moins tranchantes mais plus aisément acceptables pour tout le monde, on pourrait dire :

Que la capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change est déterminée par la loi qui régit sa capacité de contracter.

Que néanmoins la personne incapable d'après la loi qui régit sa capacité de contracter, mais capable d'après la loi du lieu où elle s'oblige, peut-être considérée, d'après les circonstances, comme valablement obligée.

Art. 75. La forme d'un engagement pris en matière de lettre de change est réglée par les lois de l'État sur le territoire duquel cet engagement a été souscrit.

Il pourrait être utile d'ajouter que les déclarations postérieures à la rédaction sont considérées comme faites sur une lettre de change valable quant à la forme, lorsque le titre répond, quant à la forme aux exigences de la loi de l'État sur le territoire duquel cette déclaration postérieure est faite.

(Société des Nations, Comité économique, C. 487. M. 203, 1923, 11, E. 106, pp. 54 et ss.).

On voit que l'apport du Prof. Jitta est modeste et peut-être même est-il contestable. Nous sommes en 1923. En 1926, le Comité économique consulta de nouveaux experts : MM. Westerman, von Flotow, Verchevol, Weiller, etc... Leur rapport n'apporte pas d'éléments nouveaux dans la question qui nous occupe. (Société des Nations, Comité économique C. 103 (2) M. 48 (1) 1927 11, Annexe 3) ; mais il indique les difficultés qui par leur fréquence et leur importance, justifient une tentative de rapprochement des législations et qui semblent susceptibles d'être réglées au moyen d'un accord international. En conséquence, le Comité économique de la Société des Nations pensa que la voie était libre désormais pour une nouvelle étape consistant à élaborer le texte d'articles appropriés à la réalisation des solutions préconisées par les experts pour les problèmes qu'ils avaient signalés et dont la nécessité et l'urgence avaient été mises en relief par eux. Aussi décida-t-il de recourir, pour ces textes, à des juristes qualifiés : MM. Percerou

(France) von Flotow (Allemagne) Karel Hermann-Otavski (Tchéco-Slovaquie), Xavier Janne (Belgique), etc..., lesquels se réunirent à Genève du 22 au 26 novembre 1927, du 23 au 29 janvier 1928 et du 11 au 13 avril 1928. Leurs propositions ne tendent pas à résoudre toutes les questions, elles laissent subsister sur divers points, dont il est à souhaiter que le nombre ne s'accroisse pas, des divergences de législations. Il convient, déclarent les experts-juristes, d'en atténuer les inconvénients en posant des règles précises de conflits de lois. C'est pourquoi ils ajoutèrent à leurs propositions, relatives à la lettre de change et au billet à ordre, une série de règles destinées à résoudre ces conflits. Quel que soit le sort réservé aux propositions des experts relatives à l'unification, tout au moins partielle des législations en matière de lettre de change et de billet à ordre, il apparaît ainsi que les règles, présentées par eux comme une solution possible et uniforme des conflits de lois en cette matière, pourraient en tout cas être acceptées afin de porter remède à la situation actuelle où en l'absence de ces règles, les tribunaux de chaque pays arrivent souvent à des solutions contradictoires. Il semble même que des Etats qui resteraient en dehors de l'accord espéré, en vue de l'unification législative, pourraient cependant souscrire à cette convention. (Société des Nations, C. 234 M. 83, 1929, 11, p. 7).

Le ton est nouveau : il s'écarte sensiblement des rapports des Conférences de la Haye et du Pr. Jitta.

La question des conflits de lois, qui jusque-là apparaissait comme tout à fait subsidiaire, prend une importance considérable et apparaît comme le point où les divers pays pourraient peut-être se rencontrer. Jusque-là, les dispositions relatives aux conflits de lois faisaient partie intégrante des textes sur la lettre de change et le billet à ordre : les experts juristes en traitent à part dans un projet d'articles de conventions destinées à 1^o rendre la validité et les effets des engagements, pris en matière de lettres de change et de billets à ordre, indépendants des dispositions légales sur le timbre ; 2^o établir des règles de conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre. Voici les règles préconisées avec les observations des experts juristes :

Art. 2 (l'article 1^{er} est consacré au timbre). Conflits de lois. Dispositions générales. Les Etats contractants s'engagent les uns vis-à-vis des autres à appliquer, pour la solution des conflits de lois ci-dessus énumérés, en matière de lettre de change et de billet à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants :

Art. 3. — Capacité. La capacité pour s'engager par lettre de change est déterminée par la loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre Etat, cette dernière loi est appliquée.

La personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue, si elle s'est obligée sur le territoire d'un Etat d'après la législation duquel elle aurait été capable.

Chaque Etat contractant a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Etats contractants que par application de l'alinéa précédent du présent article. Ce sont exactement les règles admises à la Haye : mais groupées sous un même article, alors que, à la Haye, elles se trouvaient à deux endroits différents dans le Règlement et à la Convention. Les experts juristes nous avertissent que cette proposition n'est formulée qu'à la majorité - ils n'apportent d'ailleurs pour la justifier aucun argument que nous n'ayons déjà rencontré.

Art. 4. — Forme des engagements. La forme des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre est régie par la loi de l'Etat sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Cependant, si les engagements souscrits sur une lettre de change ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation de l'effet où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirme pas la validité de l'engagement ultérieur. Ce sont les règles de la Haye complétées par une suggestion qu'on a déjà trouvée dans le rapport Jitta-ici encore pas d'innovation.

Art. 5. — Contenu et effets des obligations souscrites.

Les effets des obligations souscrites sur une lettre de change ou un billet à ordre sont réglés, sans préjudice des articles suivants, par la législation du lieu du domicile du signataire, à moins qu'un autre lieu n'ait été indiqué dans le titre pour l'exécution de l'engagement du signataire.

Les effets de l'obligation de l'avaliseur et de l'accepteur par intervention sont régis par la législation applicable à l'obligation de la personne pour laquelle l'aval ou l'intervention par acceptation ont été fournis. Les experts-juristes n'ont pas cru bon de justifier cet article : ses conséquences sont pourtant assez difficiles à prévoir exactement et l'on n'aperçoit pas bien dans quelle mesure il pourrait fonctionner. N'est-il qu'une application de la *lex locus regit actum* ? Comment le concilier avec les dispositions sur la capacité ? Que devient la *lex fori* ? Autant de questions qui restent sans réponse.

Art. 6. — Transmission de la provision.

La loi du pays où la lettre de change est payable détermine si le bénéficiaire et les porteurs successifs ont des droits spéciaux sur la provision et quelle est la nature de ceux-ci. Ici les experts-juristes font preuve d'une grande et louable hardiesse. Dans toutes les Conférences la question de la propriété de la provision avait été soigneusement tenue à l'écart. C'était un terrain réservé sur lequel nul n'osait s'aventurer. On savait en effet que les divers pays avaient en cette matière des points

de vue irréductibles. La suggestion des experts-juristes parait du plus haut intérêt. Ils se sont inspirés, déclarent-ils, de la nécessité impérieuse d'assurer à la lettre de change le crédit le plus sérieux. Ils estiment que ce but est atteint en choisissant la loi du pays où la lettre de change est payable. En effet, de cette manière, dès l'origine de sa création, tous les intéressés savent quelle est la loi qui sera applicable et ils peuvent, en conséquence, s'enquérir des effets qu'elle peut comporter quant à la transmission de la provision. D'autre part, le tiré n'a, pour savoir à quelle personne il peut payer valablement qu'à consulter la loi de sa résidence. Nous sommes en face d'une contribution toute nouvelle à l'œuvre d'unification des solutions de conflits de lois.

Art. 7. — Paiement et acceptation partiels. La loi du pays où la lettre de change est payable, régie la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel. La même règle s'applique quant au paiement en matière de billets à ordre. D'après les experts, cet article n'a d'utilité qu'entre Etats non adhérents à l'unification ou entre Etats adhérents et non adhérents, car pour les Etats qui seraient tous adhérents, la question est réglée. C'est une nouvelle application de la règle formulée par l'article précédent : elle mérite, semble-t-il, d'être approuvée pour identité de motifs.

Art. 8. — La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettres de change et de billets à ordre, sont réglés par les lois de l'Etat sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question. C'est la reproduction pure et simple des textes de la Haye.

Art. 9. — Perte ou vol de la lettre de change ou du billet à ordre. Faillite du porteur. La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre ou en cas de faillite du porteur. Cette disposition s'inspire des mêmes directives que celles des art. 6 et 7 et prête aux mêmes observations.

Art. 10. — Réserve générale. Les Etats contractants se réservent la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrés par la présente convention en tant qu'il s'agit : 1° d'un engagement pris en dehors des territoires des Etats contractants ; 2° d'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'un des Etats contractants. C'est la répétition de l'art. 20 de la Convention de la Haye de 1912.

Les textes préparés par les experts-juristes furent, sur l'initiative de la Société des Nations, soumis à l'examen des divers gouvernements. En général, ceux-ci ne pri-

rent pas la peine de faire des observations, estimant sans doute préférable de se réserver pour la Conférence internationale qui était en vue. Cependant, il y eut quelques exceptions et l'on peut même noter qu'aucun des articles ne passa sans soulever quelque critique.

Par exemple, à propos de la capacité, la Tchécoslovaquie demanda la suppression de l'al. 3 de l'art. 3. L'adjonction de cette disposition altère complètement la valeur de la disposition précédente de l'al. 2. Laisser l'al. 3 aurait pour conséquence de désagréables difficultés dans les rapports internationaux. Le gouvernement hongrois s'en prit à l'art. 5. La règle du premier alinéa, suivant laquelle les effets des obligations souscrites sur une lettre de change ou un billet à ordre sont réglés par la législation du lieu du domicile du signataire, à moins qu'un autre lieu n'ait été indiqué, ne sembla pas heureuse. Cela peut donner lieu à des contestations : car il y a plusieurs signataires, tireur, endosseur. Et puis, il y a là un point de vue auquel aucun État ne s'est placé aux Conférences de la Haye : on y admettait généralement que les effets des obligations devaient être réglés par la législation du lieu où ces obligations avaient été prises. Quant à l'art. 6, les gouvernements danois, finlandais, norvégien et suédois en demandaient la suppression. Il paraît inutile d'insister davantage ici, car les divers gouvernements vont se rencontrer à la Conférence internationale de Genève et c'est là que le problème

des conflits de lois sera traité dans toute son ampleur.

La Conférence se réunit à Genève le 13 mai et c'est le 28 mai à sa 24^e séance qu'elle aborda la question des conflits de lois. On se rappelle que les experts-juristes proposaient de faire une convention spéciale pour les questions de timbre et de conflits de lois, alors que les conférences de la Haye les avaient plus ou moins incorporés dans le règlement uniforme. A Genève, la délégation britannique demanda que l'on fit une convention séparée pour les questions de timbre et elle obtint satisfaction à l'unanimité. La raison de cette attitude résidait dans ce fait que l'Angleterre n'avait pas l'intention d'adhérer aux solutions qui interviendraient, sauf en matière de timbre. Pour ce qui est des conflits de lois, convenait-il de les réglementer à part, comme le proposaient les experts-juristes ? Le délégué de la Pologne, M. Sulkowski ne le pensait pas. Il disait que les articles concernant les conflits de lois figuraient dans le Règlement de la Haye ; mais les experts ont placé ces dispositions dans le projet de Convention, parce qu'ils ont considéré qu'il sera peut-être possible aux États qui ne ratifieront pas le règlement d'adhérer à la Convention sur les conflits de lois. Cette possibilité existe-t-elle ? Si non, on pourrait remettre ces dispositions dans le règlement même de façon à ne pas multiplier les conventions. Le Président répliqua que la place des conflits de lois n'était pas dans le règlement et qu'en outre, il n'était

pas impossible que la Grande-Bretagne n'adhérât. Mais le délégué de ce pays, M. Gutteridge, pour couper court à toute illusion, fit la déclaration suivante, dont on ne saurait trop souligner l'importance. Il est évident que la question des conflits de lois présente une importance particulière : parce que, s'il arrivait qu'il y ait un certain nombre d'États qui se sentent incapables de donner leur adhésion au règlement élaboré, mais qui néanmoins pourraient être en mesure de donner leur consentement à une convention portant sur le conflit de lois, on aurait progressé un peu plus dans la traversée du gouffre qui sépare jusqu'ici les divers pays du monde. Le délégué a reçu de nouvelles instructions de son gouvernement sur ce problème dont il résulte qu'il est impossible que la Grande-Bretagne devienne, pendant l'existence de la Conférence actuelle, partie à une Convention sur la question du conflit de lois. M. Gutteridge fit ensuite un exposé sommaire du droit anglais en matière de conflits de lois. En premier lieu, en ce qui concerne la question de capacité requise pour être partie à des contrats, il existe un léger doute. La doctrine juridique anglaise n'est pas absolument unanime : mais M. Gutteridge estime que, dans l'ensemble, pour toutes les questions commerciales, la capacité est gouvernée par la *lex loci contractus*. L'Angleterre fait donc une distinction entre le domaine commercial et les autres domaines et n'applique pas aux questions commerciales la théorie du domi-

cile. En second lieu, la forme de la lettre est déterminée par la loi de la place où cette lettre est émise. Quant à la forme d'une acceptation, y compris l'acceptation d'honneur, le protêt et les endossements, ils sont gouvernés par la loi de la place où ils ont eu lieu. Quant aux obligations qui surgissent de la signature, elles sont gouvernées par la loi de la place où l'émission, l'acceptation ou l'endossement ont lieu. Quant aux devoirs d'un porteur en ce qui concerne la présentation pour le paiement, le protêt, etc..., ils sont gouvernés par la maxime juridique *locus regit actum*. Bref, le droit anglais ne mentionne aucunement, dans ce domaine, soit la loi de la nationalité, soit la loi du domicile, soit la doctrine du renvoi. En somme, si nous comprenons bien les paroles du délégué anglais, l'Angleterre applique toujours la même loi, à savoir, la loi du lieu de passation de l'acte et cela qu'il s'agisse du fond ou de la forme. C'est la règle *locus regit actum* qui agit.

C'est là une conception fort intéressante et qui a l'avantage de simplifier singulièrement les problèmes qui se posent. Sans doute, on a coutume de limiter l'application de la règle *locus regit actum* aux formes extrinsèques d'un acte : mais comme on l'a déjà observé, il est difficile de distinguer les formes extrinsèques des formes intrinsèques, c'est-à-dire du fond. MM. Pillet et Niboyet disent bien qu'il faut cantonner rigoureusement cette règle dans la matière de la forme extrinsèque des actes et ne pas

parler de la règle *locus*, par un langage vicieux, comme le font les étudiants pour qualifier la loi qui régit les obligations au fond, celle-ci est souvent la loi du lieu de conclusion du contrat (*lex loci contractus*). La règle *locus regit actum* est tout à fait étrangère à cet ordre d'idées et il ne faut pas dire que la loi de conclusion du contrat s'applique *parce que* : *locus regit actum*. (Manuel de droit international privé 1924, p. 484 en note). En Angleterre, semble-t-il, la règle *locus* déborde de son champ d'application naturel et couvre même les questions de fond, du moins dans la matière du droit de change. Et cela a un immense avantage, la simplification relative des difficultés qui se posent sans cesse. Et peut-être ne serait-il pas impossible de justifier même théoriquement le système anglais en disant que les personnes qui acceptent de jouer un rôle dans la lettre de change se soumettent, pour ce cas déterminé, à la loi du lieu de passation de l'acte. Est-ce que les étrangers qui se marient en France sans contrat ne se soumettent pas par là même au régime légal français ? Nous aurons d'ailleurs à revenir sur ces considérations : il suffit pour l'instant de constater que les pays anglo-saxons étaient, dès l'ouverture de la Conférence de Genève, décidés à rester en dehors des solutions qui interviendraient relativement aux conflits de lois. Allait-on pouvoir arriver à une certaine uniformisation entre pays du type continental ? La discussion se fit article par article et même paragra-

phe par paragraphe. Elle fut donc détaillée et approfondie. Nous allons la résumer dans ses grandes lignes. Elle s'ouvrit sur l'art. 3, 1^o lequel proclame, comme on sait, que la capacité est gouvernée par la loi nationale, mais avec possibilité pour celle-ci de renvoi. Le délégué de l'Italie, M. Diena, quoique non partisan du renvoi, en général, dit, que dans l'espèce, il était réglementé d'une façon tout à fait recommandable. Faisant allusion à une formule d'un spécialiste italien qui avait dit que le renvoi est le lawn-tennis du droit international privé, il observe qu'ici il est apprivoisé. En effet, il n'y aurait pas de renvoi indéfini, il s'agirait plutôt d'un tennis présentant très peu d'intérêt au point de vue sportif, car, aussitôt engagée la partie serait déjà terminée. En effet, il n'y aurait au maximum que deux renvois : on irait d'abord à la loi nationale, et ensuite, suivant le cas, à la loi qui serait désignée par la loi nationale. Ce pourrait être, par exemple, la *lex loci contractus*... et alors, on rejoindrait les pays anglo-saxons. Le renvoi permettrait de creuser un tunnel sous la Manche en matière de conflit de lois se rapportant au droit cambiaire.

M. Asser (Pays-Bas), souleva une question épineuse en observant qu'on ne doit pas oublier que, dans beaucoup de cas, dans la plupart des cas peut-être, les obligations d'une certaine importance ne sont pas souscrites par des personnes physiques, mais par des personnes morales. Il est donc indispensable de régler, non pas seule-

ment la capacité des personnes physiques, mais également la capacité des personnes morales, des sociétés anonymes, par exemple. Pour ce qui est des sociétés, c'est la loi du pays où elles ont été constituées, ainsi que les statuts qui en déterminent la capacité. M. Asser ne fut pas suivi. La question paraissant étrangère au programme et l'on passa à l'examen du 2^o alinéa de l'art. 3. Il était ainsi libellé : la personne qui serait incapable, d'après la loi indiquée par l'article précédent est, néanmoins valablement tenue, si elle s'est obligée sur le territoire d'un État d'après la législation duquel elle aurait été capable. L'Allemagne déposa un amendement ainsi conçu : il appartient à cette législation de déterminer la capacité d'une personne dépourvue de nationalité. On objecta qu'il faudrait aussi se préoccuper des personnes ayant plusieurs nationalités, et aussi que la formule n'était pas heureuse. Elle voulait seulement dire que lorsqu'un apatride a signé une lettre de change sur le territoire d'un État quelconque, c'est la loi de ce dernier qui détermine sa capacité. D'après M. Percey, cette solution allait de soi et il n'y avait pas lieu de modifier le texte : c'est le point de vue qui l'emporta. Et l'on passa à l'al. 3 de l'art. 3 ainsi rédigé : chaque État contractant a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettre de change par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres

États contractants que par application de l'alinéa précédent du présent article.

M. Percerou marqua nettement l'intérêt de cette disposition. On se trouve ici, dit-il en présence d'un conflit entre l'intérêt de la sécurité du crédit et l'intérêt de la protection des incapables.

En France, la majorité est fixée à 21 ans, alors qu'en Suisse elle est fixée à 20 et à 18 ans dans d'autres pays.

Le mineur français qui signe une lettre de change dans un pays où la majorité est fixée à 18 ans va donc se trouver obligé. Il y aura ainsi un procédé assez simple pour tourner les règles sur l'incapacité. C'est pourquoi on a proposé l'insertion du 3^e alinéa. M. Diena (Italie) répliqua que la conférence s'efforce avant tout de rendre la circulation des lettres de change aussi facile et surtout aussi sûre que possible. Or, le résultat auquel on aboutira si le § 3 est maintenu, ce sera une incertitude complète quant à la validité de la lettre de change. Supposons, par exemple, qu'une dame française vienne en Italie, y achète des bijoux et donne en paiement une lettre de change. Selon le 2^e alinéa, elle peut valablement s'obliger. Mais ensuite elle ne paie pas... Le juge français déclare que si elle est capable en Italie, elle ne l'est pas en France et que l'obligation n'est pas valable. Ce 3^e alinéa serait une consécration absolue de la fraude au commerce.... Le 3^e alinéa fut cependant maintenu par 19 voix contre 10.

L'art. 4 des experts-juristes était, comme on le sait, relatif à la forme. Toutes les délégations admettaient, en principe, l'application de la règle *locus regit actum*, mais certains pays désiraient des précisions, par exemple, l'Allemagne. Pour la forme de l'engagement, la loi du lieu où la signature a été donnée sera valable, soit, disaient les Allemands, mais quel endroit faut-il considérer comme celui où la signature a été donnée ? Est-ce le lieu où la signature a été donnée effectivement où le lieu qui a été désigné par le signataire comme lieu de signature ? Si, par exemple, un signataire a donné sa signature à Berlin et a indiqué Paris comme lieu de signature, faut-il appliquer la loi allemande ou la loi française ? Il semble, ajoutaient les délégués allemands, qu'il faille adopter le lieu indiqué sur la lettre de change. Cette solution correspond au principe suivant lequel, en première ligne, les déclarations indiquées sur la lettre de change doivent être prises en considération. Elle est également dans l'intérêt de la circulation cambiaire, car elle donne aux intéressés la possibilité de déterminer la loi applicable. Ce n'est qu'à défaut d'une indication de lieu dans le titre qu'il faudra prendre en considération le lieu où la signature a été effectivement donnée.

On reconnaît ici une conséquence de la thèse allemande qui voit dans la lettre de change un titre formel et abstrait, se suffisant à lui-même. Si intéressante que fût cette conception elle n'arriva pas à prévaloir. On craignit

qu'elle ne donnât lieu à des fraudes, surtout d'ordre fiscal. Si, dit M. Giannini, la forme d'un engagement souscrit en matière de change est déterminée par la loi de l'État sur le territoire duquel se trouve le lieu désigné *comme étant* celui où la signature est donnée, cela veut dire que deux Allemands qui sont à Rome pourront signer une lettre de change en la datant de Berlin. La Conférence peut voir les conséquences de ce fait pour le fisc notamment.

L'Allemagne fit admettre une autre addition au texte des experts-juristes, malgré l'opposition de MM. Asser et Percerou. La voici : chacune des Hautes Parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de lettre de change et de billet à ordre à l'étranger par un de ses ressortissants seront valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par sa loi nationale. Le délégué anglais, M. Gutteridge, avoua que l'article adopté le laissait dans une vive incertitude. On ne trouve pas d'éclaircissements spéciaux dans le rapport de M. Diena.

L'art. V visant le contenu et les effets des obligations souscrites, donna lieu à de longs débats. M. Asser en proposa d'abord la suppression. Le projet de la Haye ne contenait sur les conflits de loi que des règles relatives à la capacité et à la forme, et non aux conflits pouvant résulter du contenu des effets de l'obligation, de ce que

parfois on appelle en droit international privé, la substance des obligations. Le Comité des experts a complété le projet de la Haye par l'art. 5. Cette adjonction est-elle bien nécessaire ? Est-elle même opportune ? Ne serait-ce point un encouragement pour les États à ne pas ratifier le règlement uniforme ? M. Giannini répliqua que les craintes de M. Asser ne lui paraissaient pas justifiées : il n'y a pas d'incitation à la non acceptation du règlement : on prévoit seulement que lorsque celui-ci ne peut être adopté, l'élimination des conflits de lois reste possible.

Il s'agit d'une mesure de prudence. Ce point de vue l'emporta : mais le texte des experts fut remplacé. L'Allemagne présenta l'amendement suivant :

Les effets des obligations de l'accepteur d'une lettre de change et du souscripteur d'un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu où ces effets sont payables. Les effets de l'obligation de l'avaliseur et de l'accepteur par intervention sont déterminés par la loi applicable à l'obligation de la personne pour laquelle l'aval ou l'acceptation par intervention ont été fournis. Les effets que produisent les signatures des autres obligés cambiais sont déterminés par la loi de l'État sur le territoire duquel se trouve le lieu désigné comme étant celui où les signatures sont données. Si aucun lieu n'est donné, la législation applicable est celle de l'État sur le territoire duquel les signatures ont été apposées.

D'après les principes du droit international privé admis par la jurisprudence allemande, ce qui détermine le contenu des obligations, c'est la volonté des parties et si celle-ci n'est pas clairement exprimée, c'est le lieu de l'exécution. La proposition allemande sur l'art. 5 part de ces principes, mais elle comporte certaines adaptations que commande la nature spéciale du droit de change. Pour l'accepteur et le souscripteur du billet à ordre, il faut admettre la loi du lieu du paiement parce que c'est dans ce lieu que doivent être exécutés les engagements de l'accepteur ou du souscripteur.

Pour l'avaliseur et le payeur par intervention, on doit admettre l'application de la loi du bénéficiaire, de l'aval ou de l'intervention, car telle est leur volonté certaine. Quant aux autres obligés, il faut appliquer la *lex loci contractus* et non pas celle de leur domicile, comme le proposaient les experts-juristes. Il y a des difficultés de droit et de fait à déterminer le domicile d'une personne. Et puis, il peut y avoir plusieurs tireurs, plusieurs endosseurs qui aient des domiciles différents.

Le délégué anglais, M. Gutteridge, appuya vivement les Allemands sur ce point. Il lui semblait que ce serait une calamité d'introduire la notion de domicile dans le droit commercial. Si seulement les délégués étaient au courant des difficultés qu'a provoquées en Angleterre l'interprétation du mot « domicile » ils ne voudraient certainement pas en entendre parler.

Ce fut là le sujet de thèse le plus fructueux à l'Université de Londres, au cours des cinq dernières années, mais si nombreux ont été les candidats qu'on a dû supprimer cette question comme sujet de thèse. Donc, substitution de la *lex loci contractus* à la loi du domicile : mais la difficulté que nous avons déjà rencontrée allait renaître.

Le lieu de passation de l'acte, ce pouvait être le lieu réel ou le lieu indiqué sur l'acte même. Les Allemands se prononçaient naturellement pour ce dernier : mais il y avait chose votée. Le § 1^{er} de l'amendement allemand fut adopté : mais le 2^e fut rejeté, il parut en contradiction avec le principe qui domine le droit cambiaire, celui de l'indépendance de chaque obligation cambiaire, et notamment de l'obligation cambiaire de celui qui donne un aval. Finalement, la formule suivante fut admise : les effets que produisent les signatures des autres obligés par lettre de change ou billet à ordre sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel les signatures ont été données.

De toutes ces discussions, l'un des délégués italiens, M. Weiller tira les conclusions que voici : les différents obligés d'une lettre de change seront soumis à des lois différentes : par conséquent, la Conférence n'a pas fait œuvre d'unification... Il reste maintenant, ajoutait-il, une nécessité d'ordre pratique. Lorsque la lettre de change vient à échéance et qu'elle n'est pas payée, il reste une possibilité de recours et il faut pouvoir, en

faisant ce recours, arriver jusqu'au tireur. Or, s'il y a des délais différents, si l'action contre le tireur comporte des délais plus courts que ceux prévus contre les endosseurs suivants, ces derniers pourraient être mis dans l'obligation de payer et perdraient toute faculté de recours : d'où la proposition italienne suivante : les délais de l'exercice de l'action en recours restent déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de la création du titre, qui fut adoptée par 21 voix, mais devint un article séparé.

L'art. 6 des experts-juristes se préoccupait de la transmission de la provision : les délégations des pays nordiques en demandèrent la suppression. Il aurait, en effet, pour conséquence que, dans certains cas, les tribunaux des pays nordiques devraient appliquer les principes acceptés par certaines législations au sujet du droit qu'a le porteur d'une lettre de change à la provision fournie ou à fournir par le tireur.

Tel serait le cas par exemple, pour une lettre de change tirée par un Suédois en Suède, mais payable à Paris. Le porteur du titre pourrait faire valoir devant les tribunaux suédois les principes français relatifs aux droits spéciaux de chaque porteur sur la provision. Mais il a déjà été admis que ces principes ressortissent du domaine du droit civil de chaque pays et il serait, en fait, absolument impossible de les appliquer en Suède, à un tireur y domicilié, sans apporter des changements fondamen-

taux dans le droit commun. M. Albrecht appuya la proposition suédoise, — pour savoir s'il y a transfert ou non de la provision, il faut avoir égard à la volonté des parties et non pas au lieu de paiement. Cette place n'a généralement aucune valeur pour déterminer l'intention des parties. Elle pourrait être tout à fait accidentelle et figurer simplement pour des raisons de commodité.

Enfin, le mot « provision » a un sens technique proprement français. Les tribunaux étrangers n'en pourraient donner une interprétation exacte qu'après une étude approfondie du droit français.

Mais M. Percerou s'éleva avec force contre la proposition de suppression. D'après lui, la question est d'un intérêt quotidien. Par exemple, une lettre de change est tirée au profit d'un porteur norvégien sur un débiteur habitant Paris. Le porteur norvégien l'endosse à un porteur français. Au jour où la lettre de change est arrivée à échéance, le tireur est tombé en faillite. Si le débiteur français, qui est en général une banque, applique la loi française, il doit payer le porteur. Si au contraire, il faut appliquer la loi du tireur, un suédois dans l'hypothèse, il faut appliquer la loi du tireur : le tiré ne doit pas payer le porteur et doit verser à la faillite du tireur. Les tirés sont placés dans une situation sans issue. La loi française leur ordonne de payer au porteur : la loi suédoise au contraire, déclare qu'ils ne doivent pas le payer et

qu'ils sont dans leur tort s'ils l'ont fait. Ils sont exposés à payer deux fois. La solution proposée a été adoptée, notamment par l'Institut de droit international privé. Il paraît préférable d'appliquer la loi du domicile du tiré plutôt que celle du domicile du tireur, ne serait-ce que parce qu'il la connaît mieux. Mise aux voix la proposition de suppression de l'article fut rejetée : mais devant les résistances de diverses délégations, l'on aboutit à la formule suivante bien différente du texte primitif : la loi du lieu de création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre. C'est la substitution de la *lex loci contractus* à la *lex loci solutionis* et, semble-t-il, l'application du régime en vigueur dans les pays anglo-saxons. Il est douteux pour nous que ces modifications aient été heureuses, car le plus intéressé dans l'affaire c'est le tiré et c'est de sa loi qu'il fallait tenir compte.

L'art. 7 des experts-juristes était relatif au paiement et à l'acceptation partiels : l'un des délégués, M. Asser fit observer qu'il paraissait faire double emploi avec l'art. 5. M. Percerou répliqua qu'il y avait deux questions : 1^o peut-on accepter partiellement ? 2^o l'acceptation partielle une fois donnée, quels en sont les résultats ? Comme on ne pouvait tout au plus reprocher à l'article que d'être superflu, il fut admis sans discussion.

L'art. 8 des experts-juristes visait les formes et délais du protêt et autres actes. Certaines délégations auraient

voulu apporter des précisions, par exemple, décider dans quels délais le porteur doit présenter sa lettre de change, le jour même de l'échéance ou dans les deux jours ouvrables qui suivent : finalement le texte primitif l'emporta

L'art. 9 dispose pour le cas de perte ou de vol de la lettre de change et pour le cas de faillite du porteur. L'Italie fit voter la suppression des mots « ou en cas de faillite du porteur ». On fit observer, écrit M. Diena dans son rapport, qu'il n'était pas facile de saisir avec précision quelle était la véritable portée de la phrase : ou en cas de faillite du porteur : que les questions concernant la faillite dans les rapports internationaux étaient très compliquées et très difficiles à résoudre, qu'il n'était pas opportun, par voie d'incident d'adopter une règle de droit international privé concernant la faillite tandis que cette matière avait déjà formé l'objet d'une convention spéciale élaborée à la Haye. A la suite de ces considérations, la Conférence adopta l'art. 9, à l'exception de la dernière phrase concernant la faillite, et cela, après avoir rejeté une proposition visant à la suppression complète de cet article. Pendant la discussion, il a été mis en évidence et pris acte que les experts, en parlant, dans l'art. 9, du cas de perte de la lettre de change ou du billet à ordre, avaient visé également le cas de destruction du titre. Le mot « mesures » n'apparut pas comme suffisamment clair : ne s'agit-il que de ques-

tions de forme ? S'agit-il aussi de questions de fond ? M. Percerou déclara que cette stipulation visait non seulement les mesures à prendre, mais également les conséquences de ces mesures. Malgré tout, une certaine obscurité subsiste sur ce point, intentionnellement peut-être.

L'art. 10 des experts-juristes était ainsi libellé. Les États contractants se réservent la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrés par la présente convention en tant qu'il s'agit : 1^o d'un engagement pris hors du territoire des États contractants ; 2^o d'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'un des États contractants. M. Gutteridge remarqua que la seconde disposition était assez difficile à comprendre pour un juriste anglais. Il reçut un éclaircissement du Président et comprit qu'il s'agissait de suggérer aimablement et discrètement aux nations récalcitrantes de donner leur adhésion.

La délégation italienne proposa alors l'insertion d'un article 10 *bis* ainsi conçu : En signant ou ratifiant la présente Convention, ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exclure telle ou telle des dispositions de la présente convention au moyen de réserves expresses. Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la partie contractante ayant formulé de telles réserves, ni invoquées par elle contre une autre partie contractante. L'amendement préoccupait beaucoup le Président de la Conférence,

car par l'introduction de réserves, la Convention pouvait perdre toute son importance et toute sa portée. M. Gianini le soutint cependant avec énergie. Il faut, dit-il, prendre en considération que cette convention ne présente pas un système défini. Elle contient des dispositions fragmentaires. Si l'on n'admet pas la possibilité de réserves, il arrivera que l'Italie ne pourra pas ratifier cette convention à cause de l'art. 3, que les États scandinaves ne pourront pas la ratifier à cause de l'art. 7, ni la Pologne, à cause de l'art. 9. Il faut reconnaître, en outre, qu'il n'y a pas d'uniformité réelle découlant de l'art. 3, car, après avoir fixé des principes, on a prévu des exceptions.

Ce n'est pas l'idéal qu'on avait espéré. La proposition italienne fut adoptée en première lecture par 17 voix contre 3, mais elle disparut à la deuxième lecture. On trouvera aux annexes la Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre : elle compte 20 articles : mais les dix derniers sont purement protocolaires et sont sans grande importance ici.

Quelle appréciation d'ensemble convient-il de porter sur l'œuvre de Genève ?

Le rapporteur, M. Diena ne la surestime pas. La Conférence, écrit-il dans son rapport, est parvenue à établir quelques règles destinées à résoudre certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre,

règles qui, il faut l'espérer, pourront entrer en vigueur dans un nombre considérable de pays pour régler leurs rapports réciproques en cette matière. Et c'est tout. Il serait difficile d'être plus modeste et plus réservé : à l'épreuve, le scepticisme de M. Diena n'allait-il pas se trouver justifié ?

La Convention fut signée le 7 juin 1930 à Genève par 26 États : Allemagne, Autriche, Belgique, Brésil, Colombie, Danemark, Ville libre de Dantzig, Équateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Yougoslavie. Mais combien de ces États ratifieront ?

Le gouvernement français a déposé un projet de loi, le 31 mars 1932 dont l'article unique est ainsi rédigé : le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, est autorisé à adresser au Secrétaire général de la Société des Nations la ratification de la Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre : de la Convention destinée à régler certains conflits de lois... signée à Genève le 7 juin 1930. Cette ratification spécifiera que la France fait application des art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22 et 23 de l'annexe de la Convention portant loi uniforme sur les lettres de change et billets à ordre. Voici l'appréciation de l'exposé des motifs sur les règles de conflits de lois. Bien que la mise en vigueur de la convention portant loi uniforme sur les

lettres de change et les billets à ordre soit de nature à éviter les difficultés internationales, il est nécessaire de rechercher les moyens de régler, pour les matières sur lesquelles la convention est muette ou pour les questions au sujet desquelles les états contractants se sont réservés la faculté de légiférer à leur gré, les conflits de lois que peuvent soulever les opérations auxquelles donnent lieu les lettres de change et les billets à ordre. Il convient de remarquer d'autre part que les États non signataires de la Convention portant loi uniforme sur les lettres de change pourront adhérer avec profit à la convention réglant certains conflits de lois dont la mise en vigueur est de nature à faciliter la circulation des effets de commerce.

Ayant ainsi déterminé l'objet de la Convention, l'exposé des motifs en indique sommairement l'économie. Cette convention règle tout d'abord la question de la capacité nécessaire pour s'engager par lettre de change ou par billet à ordre en disposant (art. 2, al. 1^{er}) qu'à cet égard la capacité est réglée par la loi nationale du contractant. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, c'est cette dernière loi qui doit être appliquée. L'adoption de cette règle présente le grand avantage pratique de pouvoir rallier les pays qui font régir la capacité par une loi autre que la loi nationale, notamment la loi du domicile ou la loi du lieu du contrat.

L'al. 2 de l'art. 2 stipule que la personne qui serait

incapable d'après la loi indiquée par l'al. 1^{er} est néanmoins valablement tenue si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

Toutefois comme les lois sur la capacité sont des lois d'ordre public sur le territoire des États qui les ont édictées, l'al. 3 de l'art. 2 stipule que chacun des États contractants a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de lettres de change ou de billets à ordre par l'un de ses ressortissants et qui serait tenu pour valable dans le territoire des autres Parties contractantes, alors que sa propre législation ne reconnaîtrait pas la validité de l'engagement pris par son ressortissant sur son propre territoire. Cette faculté consacre le principe posé par l'art. 3, al. 3 de notre Code civil, suivant lequel les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les Français même résidant en pays étrangers.

L'art. 3 concerne la forme des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre et déclare applicable en cette matière la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits conformément à la règle *locus regit actum*.

L'al. 2 de ce même article porte cependant une dérogation à la règle adoptée dans l'alinéa précédent en vue d'assurer la circulation du titre dans l'intérêt du commerce. Il résulte, en effet, de cette disposition, qu'un en-

gagement pris en souscrivant une lettre de change, par exemple, dans un pays B dans les formes de la loi locale, n'est pas invalidé par la circonstance seule qu'un engagement précédent pris dans un pays A n'est pas valable d'après la loi de ce dernier pays, à condition que l'engagement pris dans ce pays A corresponde, quant aux conditions de forme, aux exigences de la loi du pays B.

Enfin, l'al. 3 a pour objet d'autoriser chacun des États contractants à considérer comme valables les engagements pris à l'étranger en matière de lettres de change et de billets à ordre dans les formes de la loi nationale des parties sous réserve d'user de la double restriction suivante : 1^o que les parties en présence soient l'une et l'autre ressortissantes du pays qui veut se prévaloir de la faculté dont il s'agit ; 2^o que la validité d'un tel engagement soit limitée au territoire de l'État contractant qui use de la faculté susvisée.

L'art. 4 a trait aux effets des obligations résultant de la souscription d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. Pour l'acceptation d'une lettre de change et pour la souscription d'un billet à ordre, les effets des obligations qui en résultent sont déterminés par la loi du lieu où ces titres sont payables. Quant aux effets que produisent les signatures des autres obligés par la lettre de change ou le billet à ordre, ils sont déterminés par la loi du pays sur le territoire duquel ces signatures ont été données.

L'art. 5 dispose que les délais de l'exercice d'actions en recours restent déterminés pour tous les signataires par la loi du lieu de création du titre. Cette solution simple permet aux intéressés d'être fixés sur la durée des délais au cours desquels les recours peuvent être exercés contre eux.

L'art. 6 dispose que la loi du lieu de création du titre détermine si le porteur d'une lettre de change acquiert la créance qui a donné lieu à l'émission du titre.

En formulant, cette règle, la convention s'est inspirée de la nécessité impérieuse d'assurer à la lettre de change le crédit le plus sérieux. De cette manière, dès l'origine de la créance, tous les intéressés sauront quelle est la loi qui sera applicable et ils pourront, en conséquence, s'enquérir des effets que cette loi peut comporter quant à la transmission de la provision.

Les art. 7, 8, 9 et 10 qui ne font que consacrer les principes généralement admis en matière de droit international privé n'appellent aucune observation.

Les art. 11 et suivants de la convention sur les conflits de lois correspondent aux articles de la convention portant loi uniforme qui traite des mêmes questions. (Conditions d'entrée en vigueur de la convention, mesures transitoires, etc...), (Sénat, année 1932, n° 447).

De toutes les études et discussions que l'on a rappelées et des modestes résultats auxquels l'on a pu arriver, il est possible de mesurer la difficulté du problème qui est

ici posé. Et c'est pourquoi nous sentons profondément combien est ambitieuse et délicate la tentative que nous allons faire et qui consiste à apporter, non pas des solutions nouvelles, mais de simples suggestions, susceptibles, espérons-le, d'être retenues dans une certaine mesure.

CHAPITRE IV

SUGGESTIONS PERSONNELLES SUR LE PROBLEME DES CONFLITS DE LOIS EN MATIERE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE

On est d'accord sur les postulats suivants : à savoir que la lettre de change doit être, avant tout, un titre pratique et sûr. Il ne s'agit donc pas d'édifier une construction théorique, si intéressante pût-elle être, il s'agit de dégager des règles simples qui ne s'éloignent que le moins possible des usages suivis et qui, dans toute la mesure possible, mettent aux mains de ceux entre qui passe la lettre de change autre chose qu'un chiffon de papier et cela en évitant les procès, source de lenteurs et de frais et plaie du commerce honnête. Comment réaliser ces desiderata ?

Chaque institution doit être assortie d'une réglementation qui lui permette d'atteindre, sans heurts, son but essentiel. Or, qu'est-ce que la lettre de change, sinon une espèce de monnaie ? Monnaie conventionnelle sans doute,

mais monnaie tout de même et la plus importante qui soit avec le chèque. Et quelles sont les qualités essentielles d'une monnaie, sinon la sécurité et la commodité ?

On peut, dans l'ensemble, grouper sous quatre chefs les questions qui se posent à propos de la lettre de change : quelles sont les conditions de capacité requises pour s'engager par ce procédé ? A quelles conditions de forme doit obéir la lettre de change pour être valable ? D'après quelles lois doivent être déterminés ses effets ? Et enfin, selon quelles lois pourront être exercés les recours auxquels elle peut donner lieu ?

En matière de capacité, les pays se partagent, en somme, en deux groupes : les uns se rattachant à la loi nationale, ce sont les plus nombreux : les autres à la loi du domicile.

On a tout dit en faveur de l'un et de l'autre de ces deux systèmes. Mais, en l'espèce, sont-ce ces lois qu'il convient d'appliquer ? Et si oui, laquelle préférer ? Dans toutes les conférences, l'on s'est prononcé, en principe, pour la loi nationale : mais il est permis de douter cependant qu'elle soit la loi adéquate. Et l'on peut en donner diverses raisons.

Tout d'abord, les conférences y ont apporté d'importants correctifs, tenant à deux idées : l'intérêt national et le renvoi. Sous le nom d'intérêt national, la doctrine a groupé un certain nombre d'arrêts ayant pour but de limiter dans un pays donné l'application des lois étran-

gères normalement compétentes. M. Lévy-Ullmann, dans son cours de 1931-1932, croit qu'il serait préférable de dire : jurisprudence de l'ignorance juridique excusable. Quoiqu'il en soit, en matière de lettre de change, les Conférences admettent que, même incapable au regard de sa loi personnelle, la personne qui s'engage est tenue si elle est capable d'après la loi du pays où elle prend l'engagement. C'est une forte réserve au principe de personnalité, et qui a pour but de rendre plus sûres les lettres de change. Ce n'est pas tout : on a encore admis que la loi nationale pourrait renvoyer à une autre et que ce serait celle-ci qui serait applicable. Il est vrai qu'ici l'on pourrait soutenir qu'en appliquant la loi de renvoi, on applique encore la loi nationale : mais il faudrait se garder de tomber dans une confusion : il y a deux sortes de lois étrangères : les lois internes et les lois de conflit.

Un fait demeure en tout cas : c'est que, si les conférences de la Haye et de Genève ont adopté le principe de l'application de la loi nationale, elles ne l'ont fait que sous réserves.

L'on peut aller plus loin : appliquer la loi nationale, ce n'est pas une chose simple : car les personnes qui figurent dans une lettre de change peuvent être très nombreuses et de nationalités très variées. Il faudra appliquer distributivement à chacune sa propre loi : on voit les complications : d'autant que la capacité de s'engager par lettre de change ne se confond pas, dans tous les

pays, avec la capacité générale de s'engager. Par exemple, jusqu'à ces dernières années, la France n'admettait pas qu'une femme, même capable, pût s'engager par lettre de change à moins qu'elle ne fût commerçante. Aujourd'hui encore, certains pays n'acceptent pas que les clercs, les gentilhommes, etc..., s'engagent par lettre de change. Devant de telles complications, l'on peut se demander si la loi nationale est bien la loi adéquate en la matière. Mais par quoi la remplacer ? Par la loi du domicile ? Il y a semble-t-il une raison péremptoire de n'y pas songer : à savoir que les pays anglo-saxons, qui s'en tiennent généralement à la loi du domicile, s'en écartent ici. Il y a trop de difficultés pour déterminer le domicile d'une personne, et, en outre, il n'y a pas qu'une personne impliquée dans une lettre de change : il y en a souvent beaucoup.

Que de complications, que de lenteurs, que d'ennuis dans une matière où il faudrait, qu'on nous passe l'expression, que « tout marchât comme sur des roulettes ». Convient-il de suivre l'Angleterre et d'appliquer la *lex loci contractus* ? *A priori* c'est une solution qui paraît assez rationnelle, car on peut dire que la personne qui s'oblige en un certain pays se soumet momentanément aux lois de ce pays. On objectera, sans doute, qu'une telle conception n'est pas compatible avec le caractère d'ordre public des lois sur la capacité. Mais on peut faire diverses observations. Certes, les lois des divers pays sont

très variées en matière de capacité ; mais ne peut-on pas dire que toutes assurent un minimum de protection suffisant ?

Et n'est-ce pas sur des questions de détail que portent les différences ? Il y a une sorte de droit commun de la capacité duquel les législations particulières s'écartent parfois plus ou moins, mais qui seul est vraiment essentiel : de telle sorte que l'objection tirée du caractère d'ordre public des lois de capacité est, au fond, bien moins impressionnante qu'elle ne semble d'abord. Il est de fait en tout cas, que les pays anglo-saxons l'entendent de façon large, puisqu'ils admettent la substitution de la *lex loci contractus* à la loi normalement compétente : celle du domicile. La *lex loci contractus* présente de sérieux avantages et notamment celui de faire régler par la même loi les questions de capacité et les questions de forme : mais elle n'est pas non plus sans inconvénients.

Tout d'abord quel est le lieu du contrat ? Est-ce celui où il a été passé réellement ? Est-ce celui qui est indiqué sur la lettre ?

Il est permis d'être assez perplexe. Admettre que c'est le lieu indiqué peut prêter à des fraudes et permet de déroger avec une facilité extrême aux lois sur la capacité. Mais cela a le mérite de la clarté et de couper court à toute discussion. Du point de vue sécurité de la lettre de change, c'est la solution préférable. Mais on peut

ajouter que le lieu où se prennent les engagements n'est souvent pas un lieu unique : les endosseurs s'obligent dans un endroit, les accepteurs dans un autre, les avaliseurs dans un autre encore peut-être : d'où l'obligation pour les tribunaux de se poser toute une série de questions. Est-ce là l'idéal ?

Quand on examine de près une lettre de change, on est amené à constater qu'il n'y a qu'un lieu qui soit sûr et fixe : c'est le lieu du paiement. Le lieu d'émission peut à la rigueur, n'être pas indiqué : il peut être « truqué ». De même les lieux d'endossement.

Il n'y a qu'un lieu qui soit forcément exact et que l'on connaisse dès l'origine du titre, c'est le lieu de paiement. Pourquoi dès lors ne pas admettre que la capacité de toutes les personnes qui s'engagent par lettre de change est réglée par la loi du lieu de paiement ? En quoi serait-ce plus contraire à l'ordre public que l'application de la *lex loci contractus* ? En quoi serait-ce plus contraire au principe de l'autonomie de la volonté ? On dit que les personnes qui s'engagent par lettre de change ne veulent pas ordinairement se mettre sous la loi du lieu de paiement.

Les pays anglo-saxons présument bien qu'elles veulent se mettre sous la *lex loci contractus*. En quoi est-ce plus fondé ? Et d'ailleurs le principe d'autonomie de la volonté n'a pas, semble-t-il, à jouer en matière de capacité. Il appartient à chacun de s'engager ou de ne pas

s'engager par lettre de change : mais quand il l'est, il ne paraît pas déraisonnable de ne plus tenir compte de sa volonté, mais seulement des nécessités inhérentes au bon fonctionnement de l'instrument dont il se sert.

Il y a une foule d'institutions dans lesquelles la part de la liberté est assez restreinte à cause de l'intérêt général. Il s'agit de doter la lettre de change d'un statut légal international qui lui donne à peu près les avantages de la monnaie : c'est aux États qu'il appartient de le fixer : les individus ne doivent garder qu'un droit : celui de se servir ou non de la lettre de change.

Une réglementation autoritaire de la lettre de change s'impose : mais encore est-il qu'elle doive répondre aux besoins et aux nécessités de la pratique.

Nous ne voyons pas de raison dirimante de rejeter la proposition qui est faite ici et qui consiste à régler la capacité de tous les obligés par la loi du lieu de paiement. Une grande simplification serait ainsi apportée dans cette matière si complexe. Et cela sans risques excessifs, car les pays les moins protecteurs de leurs nationaux le sont encore beaucoup... *A priori* l'on peut penser que la loi nationale, la loi du domicile ou la loi *loci contractus* sont plus rationnelles que la loi de paiement, la *lex loci solutionis*. Et c'est sans doute exact en matière de capacité générale : mais en l'espèce, c'est tout différent. Et la raison en est dans ceci : à savoir que dans la lettre de change, il n'y a qu'un point fixe et surtout un point qui

est *un* et non *multiple*. D'où la nécessité de rattacher le plus d'effets possibles à ce point, si l'on ne veut pas tomber dans des complications incompatibles avec le bon fonctionnement et le plein rendement de la lettre de change. Sans doute, la solution que nous défendons a contre elle de n'avoir pas été jusqu'ici expérimentée : mais comme le disait M. Gutteridge, à Genève, le droit international privé est aujourd'hui chaotique et anarchique : il s'agit de le reconstruire et, si possible, sur des bases pratiques.

Pour ce qui est des formes, l'on est, semble-t-il unanimement d'accord : la loi applicable, c'est la règle *locus regit actum* ; elle est le type de la loi coutumière internationale. On la trouve déjà dans des décisions du XII^e et XIII^e siècles : en présence d'un acte passé dans un lieu déterminé, on appliquait la compétence du lieu où l'acte avait été passé et on lui donnait la préférence sur la loi du tribunal saisi du litige. Et c'est encore la signification de cette règle aujourd'hui : à savoir que la loi du lieu où un acte est passé a compétence pour régir la forme dont il doit être revêtu : d'où la conséquence qu'un acte passé dans un lieu donné devra être jugé valable par tous les tribunaux, s'il est conforme aux formalités en vigueur dans le lieu de passation. Mais il y a une première difficulté : quelles sont exactement les formes auxquelles s'applique la règle *locus regit actum* ?

On sait que cette question a suscité d'innombrables

études en France et notamment que, dans son Répertoire, le Procureur général Merlin distinguait dans les actes juridiques quatre sortes de formes : les formes habilitantes, c'est-à-dire celles qui rendent capables les incapables, par exemple, l'autorisation maritale ; les formes intrinsèques ou viscérales, c'est-à-dire les éléments essentiels de l'acte, par exemple, le consentement, l'objet ; les formes exécutoires, par exemple, la procédure et les jugements et enfin les formes extrinsèques ou probantes, c'est-à-dire celles qui ont pour but de manifester l'acte, de le constater, de le rendre visible et apparent. C'est seulement pour ces dernières formes que joue la règle *locus regit actum*. « Attendu qu'il est de principe de droit international que la forme extérieure des actes est essentiellement soumise aux lois, aux usages et aux coutumes du pays où ils sont passés ». (Chambres des Requêtes, 9 mars 1853, D. 53, 1, 217).

Mais toutes ces distinctions ne sont claires qu'en apparence : en fait l'on discute dans une foule de cas pour savoir, par exemple, s'il s'agit de formes intrinsèques ou de formes extrinsèques. A plus forte raison en est-il de même dans le domaine international. Le champ d'application de la règle *locus regit actum* est donc loin d'être parfaitement délimité. C'est là un fait incontestable et qui mérite de retenir l'attention.

On se félicite de voir que presque tous les pays appliquent la règle *locus regit actum* : mais l'on ne souligne

pas assez qu'il ne s'agit que d'un accord de principe et qu'en fait la variété subsiste souvent : d'où des surprises désagréables. Ce n'est pas tout : des difficultés peuvent encore naître du caractère facultatif ou obligatoire, que l'on attribuera à la règle *locus regit actum*.

En ce qui concerne principalement les actes sous seings privés, comme la lettre de change, on peut se demander si cette règle est obligatoire, par conséquent si les parties intéressées doivent toujours et obligatoirement employer la forme en usage dans le lieu où elles se trouvent ou bien si elles ont la liberté d'en employer d'autres.

En France, pendant tout le xix^e siècle, la Cour de Cassation a jugé que la règle était obligatoire. Mais depuis 1909, elle décide le contraire. (*Revue de D.I.P.*, 1909, p. 900). Mais internationalement, la question n'est pas tranchée : de ce chef encore, on peut prévoir des difficultés.

Ce n'est pas tout encore : comme on l'a déjà vu, le lieu indiqué sur les lettres de change comme étant celui de passation des actes n'est pas toujours le vrai. Lequel préférera-t-on ? le lieu réel ? le lieu indiqué ? Selon le choix qu'on fera, et les divers États feront des choix différents, ce ne seront pas les mêmes formes peut-être qui devront être appliquées. On peut donc s'attendre à bien des surprises malgré l'apparence d'unanimité des pays à appliquer la règle *locus regit actum*.

En fait, à Genève, on a admis un système assez

complexe, dont l'économie est heureusement indiquée par M. Diena dans son rapport.

L'article 3 concerne la forme des engagements pris par la souscription d'une lettre de change ou d'un billet à ordre et son alinéa 1 qui constitue une application de la règle *locus regit actum* fut approuvé par la Conférence, après que celle-ci eût rejeté un amendement visant à le modifier. L'alinéa 2 de ce même article porte cependant une dérogation à la règle adoptée dans l'alinéa précédent et cela en vue d'assurer la circulation du titre dans l'intérêt du commerce. Il résulte en effet de cette disposition qu'un engagement pris en souscrivant une lettre de change par exemple, dans un pays X, dans les formes de la loi locale, n'est pas invalidé par la circonstance seule qu'un engagement précédent, pris dans un pays Z, n'est pas valable d'après la loi de ce pays, à condition que l'engagement pris dans ce pays Z corresponde, quant aux conditions de forme, aux exigences de la loi du pays X.

Enfin, à la suite d'une proposition d'amendement, on a ajouté au même article un troisième alinéa, en vue d'autoriser chacune des Hautes Parties contractantes à considérer comme valables les engagements pris à l'étranger en matière de lettre de change et de billet à ordre, dans les formes de la loi nationale des parties, plutôt que celles de la loi locale. Mais l'application de cette règle est soumise à une double restriction, à savoir 1^o) il faut qu'il s'agisse d'un engagement pris par un ressortissant d'une

des Hautes Parties contractantes, qui veut se prévaloir de la faculté ci-dessus mentionnée envers un autre ressortissant de la même Haute Partie contractante. 2^o) La validité d'un tel engagement est limitée au territoire de la Haute Partie Contractante qui a profité de la faculté susdite et dont les parties sont ressortissantes. Le système adopté n'est donc pas absolument homogène et il prête à de nombreuses surprises.

En faisant la philosophie de ce que sont les formes d'un acte juridique, l'on est amené à penser qu'elles s'analysent en des procédés permettant de s'assurer que les parties engagées l'ont fait sciemment et librement. Et la conséquence qui découle de là c'est que normalement, la loi applicable c'est celle qui règle l'émission de la volonté: bref la loi de capacité. Or nous avons vu qu'en matière de lettre de change la capacité devrait être appréciée d'après la loi du lieu de paiement. Il s'ensuit donc que pour les formes, c'est aussi à cette loi qu'il conviendrait de penser. Mais pour des raisons de nécessité et de commodité pratique, l'on doit admettre l'application de la règle *locus regit actum*. Mais ce n'est pas la loi qui devrait s'appliquer: c'est seulement celle qui s'applique en fait, faute souvent de pouvoir faire autrement, par exemple, pour les actes authentiques. D'où la conclusion suivante: à notre sens, toute lettre de change qui respecterait les formes exigées au lieu de paiement devrait être tenue pour valable dans tout pays, quel que fût le lieu de pas-

sation de l'acte. Il va de soi, qu'à titre subsidiaire en théorie, mais en fait dans les mêmes cas qu'aujourd'hui, l'applicabilité de la règle *locus* serait maintenue et pour déterminer le lieu de passation de l'acte, l'on s'en tiendrait, en principe, aux indications du titre.

En résumé nous estimons que pour les formes comme pour la capacité, la loi du lieu de paiement est la loi adéquate : mais nous admettons, en fait, pour des raisons pratiques, l'application, de la règle *locus regit actum*.

La lettre de change dès qu'elle est régulière en la forme, fait naître de graves obligations à la charge des personnes capables qui y figurent : parmi toutes les lois possibles, quelle est celle dont il faut faire dépendre ces obligations ? On soutient, en général, que cette question relève de l'autonomie de la volonté. Dans son cours de Doctorat de 1931-1932, M. Lévy-Ullmann, dit que le sens de l'expression, autonomie de la volonté est assez figuratif pour faire comprendre par lui même ce dont il s'agit, car le mot *nomos* qui se trouve dans l'expression indique très proprement qu'il va s'agir de lois que, d'elles-mêmes, les parties ont choisies.

On a beaucoup critiqué l'expression : autonomie de la volonté. Peut-être l'assemblage des deux substantifs est-il à critiquer : mais incontestablement le mot autonomie signifie bien ce qu'il veut dire : il désigne bien, dans l'espèce, la liberté reconnue aux intéressés de choisir la loi

applicable. La compétence législative appartiendra à la loi choisie, désignée expressement ou tacitement, présumptivement par les intéressés.... Le droit est dans l'intention tacite et vraisemblable des contractants *jus est in tacita et verissimile mente contraentium*, comme s'exprime Dumoulin, et il faut aller chercher cette volonté des contractants dans toutes les circonstances. *Respiciuntur circumstantiae voluntatis*. Le principe de l'autonomie de la volonté paraît avoir été formulé pour la première fois par Dumoulin, lit-on dans le Manuel de droit international privé de Pillet et Niboyer. (P. 584) Avant lui, les post-glossateurs n'en avaient pas conscience. Ils soumettaient les contrats à une loi obligatoire, dans les rapports internationaux, sans entrevoir que les parties doivent être libres de se régir à leur guise en pareille matière. Dumoulin met en lumière la nécessité de laisser aux parties le choix de la loi pour les effets des contrats mais il limite l'autonomie à ceux-ci (p. 591) La jurisprudence dépassant la mesure, range désormais toute la réglementation du contrat, validité et effets, dans l'autonomie. Le balancier a été vraiment trop loin dans le sens de la liberté.

Mais ce n'est pas le lieu de faire un examen critique du principe de l'autonomie de la volonté en général, ce qu'il faut rechercher, c'est s'il convient de l'appliquer à la lettre de change en droit international. Observons tout d'abord qu'ici l'on n'est presque jamais en présence

d'une volonté exprimée des parties : il va donc falloir que les juges la recherchent, en s'inspirant des circonstances. On se demandera, écrivent encore M.M. Pillet et Niboyet, ce que les contractants auraient décidé s'ils s'étaient posé la question. Dans cette recherche, le juge tiendra compte de tous les éléments de fait de la cause. Il arrivera ainsi sans doute, la plupart du temps, à soumettre le contrat à une loi que les parties n'ont jamais envisagée (p. 596). En somme, c'est s'en remettre à l'arbitraire des Tribunaux et dès lors toutes les surprises sont possibles. Comme nous l'avons déjà dit, il n'est pas de procès qui ne puisse se gagner ou se perdre. Au lieu que ce soient les juges qui *présument* la volonté de ceux qui s'obligent, il est infiniment préférable que ce soit la loi, car alors on sait d'avance sur quoi l'on peut compter. Présomptions pour présomptions, les présomptions légales valent mieux que les présomptions du fait de l'homme. Elles ont au moins l'avantage d'être déterminées et connues d'avance. Il resterait à dire si elles seraient réfragables ou irréfragables : mais est-il bien nécessaire de parler ici de présomptions ? A notre sens, comme nous l'avons d'ailleurs déjà dit, la lettre de change pour avoir toute son efficacité, doit faire l'objet — comme le billet de banque — d'une réglementation autoritaire. Il s'agit, non point d'interpréter la volonté supposée des personnes qui s'engagent par ce procédé, mais de doter la lettre de change d'un statut qui facilite sa circulation en la

rendant d'un maniement agréable et sûr. Que l'on se place d'ailleurs sur un terrain ou sur l'autre, qu'on fasse semblant de tenir compte de la volonté des obligés ou qu'on décide par voie d'autorité — c'est toujours la même loi qui s'imposera : à savoir la loi du lieu de paiement, pour toutes les raisons que nous avons déjà données, et dont la plus forte est que le lieu de paiement est plus fixe et plus facile à connaître que tout autre.

Du fait même que, selon nous, les obligations des personnes impliquées dans une lettre de change se déterminent toutes par la loi du lieu de paiement, il s'ensuit que les recours qui n'en sont que les sanctions doivent aussi être régis par cette loi. Il y a de nombreuses raisons de décider ainsi. Aujourd'hui déjà les recours s'exercent le plus souvent au lieu de paiement. Sans doute, il faut se garder de confondre la compétence judiciaire et la compétence législative qui sont souvent distinctes. Les tribunaux d'un pays donné appliquent couramment la loi d'un autre pays.

Cependant les juges connaissent naturellement mieux leur loi que tout autre et il y a intérêt, quand il se peut, à décider qu'ils l'appliqueront. En outre, si l'on voulait faire régler le recours par la loi nationale des divers obligés ou par la loi de passation des actes, l'on aboutirait à des complications et à des injustices, car, parmi les co-obligés, il s'en trouveraient peut-être qui seraient dégagés avant d'autres dont ils devraient cependant être

garants. La Conférence de Genève a essayé de remédier à ces risques et à ces inconvénients : mais sa solution prête à des critiques, car la loi de création du titre est assez incertaine, puisque le titre peut indiquer un lieu de création fictif. On n'a pas ces difficultés avec la loi du lieu de paiement. En outre, de même qu'on a pu grouper dans un lieu unique, les actions relatives à la faillite, aux successions, etc..., de même devrait-on procéder pour ce qui est de la lettre de change. Sans doute, quelques exceptions s'imposeraient-elles : par exemple le recours en cas de défaut d'acceptation par le tiré. Mais tant que le tiré n'a pas accepté peut-on vraiment dire que la lettre de change existe ?

En résumé, nous proposons de décider que pour toutes les questions qui se posent à propos de la lettre de change, la loi normalement applicable c'est la loi du lieu de paiement. Pour des raisons pratiques, nous faisons une place à la règle *locus regit actum* pour ce qui concerne les formes extrinsèques. Ce système présente, semble-t-il, de sérieux avantages : il est très simple, facile à faire fonctionner sans surprises. Le paiement, n'est-ce pas vraiment ce qui est essentiel dans la lettre de change ? N'est-ce pas le but vers lequel tout le reste converge ? Et dès lors, n'est-il pas rationnel d'appliquer la loi du lieu de ce paiement ? Et cette solution se renforce du fait que toutes les autres sont pleines de complications et d'embûches. Et qu'on ne dise pas que c'est violenter la volonté

des parties ; s'engage qui veut par lettre de change: voilà le domaine de la liberté. Mais quand on est entré dans le jeu, il faut en respecter les règles : l'individualisme n'a plus de place.

Comment se fait-il, dira-t-on peut-être, que si ce système était si heureux, il n'ait pas été proposé et adopté dans les multiples Conférences qui se sont tenues ? On peut répondre que dans les Conférences, il n'y a guère de chance pour un système quel qu'il soit. Chaque délégation s'efforce de sauver le plus qu'elle peut de sa législation et de ses usages, sans cependant pousser l'intransigeance jusqu'à faire échouer *apparemment* la Conférence. Mais on peut cependant observer que le projet des experts faisait une large place à la loi du lieu de paiement, par exemple, en ce qui touche la transmission de la provision, le paiement et l'acceptation partiels, la perte ou le vol, la faillite du porteur. Bien mieux, dans le Rapport du Comité des experts-juristes au sujet des conflits de lois, on peut lire ceci : certaines de ces règles concernent les conflits de lois appelés à subsister, même entre États adhérents à l'unification partielle proposée en premier lieu et en constituent le complément nécessaire. D'autres, au contraire, visent des conflits de lois que l'adoption de cette unification partielle ferait disparaître entre États acceptant l'unification, mais qui subsisteraient entre eux et les États non adhérents au projet d'unification ou entre États dont aucun n'aurait adhéré à ce projet.

La meilleure solution en cette matière paraîtrait consister dans l'application aux effets des obligations résultant d'une lettre de change, d'un billet à ordre ou d'un chèque, d'une loi unique qui serait celle de l'État où l'effet est payable.

C'est la solution qui a été suivie à certains points de vue (délai de paiement du chèque, transmission de la provision etc..) mais il n'a pas paru possible à la majorité des experts d'en faire une application absolument générale. Le principe a donc été maintenu que les effets des obligations résultant de la lettre de change, du billet à ordre ou du chèque sont réglés par la loi du domicile du signataire de l'engagement. (Société des Nations C. 234 M. 83 1929 11, p. 8.) On voit donc que c'est une question d'opportunité qui avait arrêté les experts-juristes. Et, de leur point de vue, ils avaient raison, car à la Conférence de Genève, il fallut encore revenir en arrière et en rabattre, mais cela n'est pas très démonstratif, étant donné que, dans ces Conférences, les juristes et hommes d'affaires n'ont pas leur liberté d'action : ils représentent des gouvernements, et ceux-ci sont souvent plus attachés que de raison à leurs lois et traditions : ils redoutent les innovations. Il faut avouer d'ailleurs que nos propositions vont bien au-delà des desiderata des experts-juristes : mais elles ont cependant un certain lien de parenté. Il faudrait les soumettre à l'épreuve des faits et voir les résultats pratiques qu'elles donneraient. Est-ce possible? Telle est la question que nous voudrions examiner pour finir.

CONCLUSION

On pourrait d'abord faire une expérience théorique, s'il est possible de s'exprimer ainsi, une expérience sur le papier. Il suffirait pour cela de dresser dans les principaux pays la liste des « cas » qui se sont présentés dans la pratique et dans lesquels à raison de la diversité des législations les solutions se sont avérées fâcheuses.

On se demanderait ce qu'elles eussent été si l'on avait été d'accord pour appliquer la loi du lieu de paiement. Et ainsi, l'on pourrait déjà se rendre un certain compte des avantages ou des inconvénients des solutions que l'on préconise ici. Le Comité économique de la Société des Nations s'est bien aperçu qu'il y avait en quelque sorte un trou dans l'oeuvre des Conférences. Il a voulu chiffrer la mesure dans laquelle les divergences de législation constituent dans la pratique une gêne pour les transactions commerciales. Mais les experts nommés à cet effet ne sont pas assez descendus dans les détails. (C. 103, M. 48, 1927, II, Annexe 3.) Si bien que l'on n'est pas exactement fixé sur les difficultés réelles qui naissent de

pas assez qu'il ne s'agit que d'un accord de principe et qu'en fait la variété subsiste souvent : d'où des surprises désagréables. Ce n'est pas tout : des difficultés peuvent encore naître du caractère facultatif ou obligatoire, que l'on attribuera à la règle *locus regit actum*.

En ce qui concerne principalement les actes sous seings privés, comme la lettre de change, on peut se demander si cette règle est obligatoire, par conséquent si les parties intéressées doivent toujours et obligatoirement employer la forme en usage dans le lieu où elles se trouvent ou bien si elles ont la liberté d'en employer d'autres.

En France, pendant tout le xix^e siècle, la Cour de Cassation a jugé que la règle était obligatoire. Mais depuis 1909, elle décide le contraire. (*Revue de D.I.P.*, 1909, p. 900). Mais internationalement, la question n'est pas tranchée : de ce chef encore, on peut prévoir des difficultés.

Ce n'est pas tout encore : comme on l'a déjà vu, le lieu indiqué sur les lettres de change comme étant celui de passation des actes n'est pas toujours le vrai. Lequel préférera-t-on ? le lieu réel ? le lieu indiqué ? Selon le choix qu'on fera, et les divers États feront des choix différents, ce ne seront pas les mêmes formes peut-être qui devront être appliquées. On peut donc s'attendre à bien des surprises malgré l'apparence d'unanimité des pays à appliquer la règle *locus regit actum*.

En fait, à Genève, on a admis un système assez

complexe, dont l'économie est heureusement indiquée par M. Diena dans son rapport.

L'article 3 concerne la forme des engagements pris par la souscription d'une lettre de change ou d'un billet à ordre et son alinéa 1 qui constitue une application de la règle *locus regit actum* fut approuvé par la Conférence, après que celle-ci eût rejeté un amendement visant à le modifier. L'alinéa 2 de ce même article porte cependant une dérogation à la règle adoptée dans l'alinéa précédent et cela en vue d'assurer la circulation du titre dans l'intérêt du commerce. Il résulte en effet de cette disposition qu'un engagement pris en souscrivant une lettre de change par exemple, dans un pays X, dans les formes de la loi locale, n'est pas invalidé par la circonstance seule qu'un engagement précédent, pris dans un pays Z, n'est pas valable d'après la loi de ce pays, à condition que l'engagement pris dans ce pays Z corresponde, quant aux conditions de forme, aux exigences de la loi du pays X.

Enfin, à la suite d'une proposition d'amendement, on a ajouté au même article un troisième alinéa, en vue d'autoriser chacune des Hautes Parties contractantes à considérer comme valables les engagements pris à l'étranger en matière de lettre de change et de billet à ordre, dans les formes de la loi nationale des parties, plutôt que celles de la loi locale. Mais l'application de cette règle est soumise à une double restriction, à savoir 1^o) il faut qu'il s'agisse d'un engagement pris par un ressortissant d'une

dire qu'on se rendrait compte en fait des solutions les plus adéquates et les plus équitables. On verrait à qui donner la préférence de la loi nationale, de la *lex loci contractus*, de la *lex loci solutionis*. Et quand une longue pratique aurait établi l'excellence d'une solution, on pourrait venir avec ce bagage devant les Conférences internationales qui ne manqueront pas dans l'avenir d'être convoquées pour le même sujet.

En définitive, pour sortir de l'impasse où l'on s'enlise depuis des années, il convient, semble-t-il, de faire deux choses : dresser dans le plus grand détail la liste des difficultés qui sont nées depuis 50 ans du fait de la diversité des législations : voir comment elles ont été résolues, voir comment elles auraient pu et dû l'être en justice idéale : puis élaborer alors un projet de règlement et le faire fonctionner en pratique sous les auspices de la Chambre de Commerce internationale. Si les résultats sont satisfaisants, l'on pourra enfin songer à la convocation de nouvelles Conférences internationales.

Il faut, en effet, se dire que les États redoutent de faire des expériences, ils craignent les innovations et les sauts dans l'inconnu. Ils préfèrent enregistrer des solutions qui ont fait leurs preuves. Ils savent, en effet, que les lois même les meilleures, restent sans effet, si elles ne sont pas en harmonie avec les usages et les traditions. Que les groupements qui représentent les milieux d'affaires se mettent donc à l'œuvre : qu'ils élaborent des

règles, qu'ils les fassent jouer en pratique par le procédé de l'arbitrage... et peu à peu les États suivront, s'il y a lieu.

Vu : le Président,
WAHL.

Vu : le Doyen,
BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer
Le recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY

ajouter que le lieu où se prennent les engagements n'est souvent pas un lieu unique : les endosseurs s'obligent dans un endroit, les accepteurs dans un autre, les avaliseurs dans un autre encore peut-être : d'où l'obligation pour les tribunaux de se poser toute une série de questions. Est-ce là l'idéal ?

Quand on examine de près une lettre de change, on est amené à constater qu'il n'y a qu'un lieu qui soit sûr et fixe : c'est le lieu du paiement. Le lieu d'émission peut à la rigueur, n'être pas indiqué : il peut être « truqué ». De même les lieux d'endossement.

Il n'y a qu'un lieu qui soit forcément exact et que l'on connaisse dès l'origine du titre, c'est le lieu de paiement. Pourquoi dès lors ne pas admettre que la capacité de toutes les personnes qui s'engagent par lettre de change est réglée par la loi du lieu de payement ? En quoi serait-ce plus contraire à l'ordre public que l'application de la *lex loci contractus* ? En quoi serait-ce plus contraire au principe de l'autonomie de la volonté ? On dit que les personnes qui s'engagent par lettre de change ne veulent pas ordinairement se mettre sous la loi du lieu de paiement.

Les pays anglo-saxons présument bien qu'elles veulent se mettre sous la *lex loci contractus*. En quoi est-ce plus fondé ? Et d'ailleurs le principe d'autonomie de la volonté n'a pas, semble-t-il, à jouer en matière de capacité. Il appartient à chacun de s'engager ou de ne pas

s'engager par lettre de change : mais quand il l'est, il ne paraît pas déraisonnable de ne plus tenir compte de sa volonté, mais seulement des nécessités inhérentes au bon fonctionnement de l'instrument dont il se sert.

Il y a une foule d'institutions dans lesquelles la part de la liberté est assez restreinte à cause de l'intérêt général. Il s'agit de doter la lettre de change d'un statut légal international qui lui donne à peu près les avantages de la monnaie : c'est aux États qu'il appartient de le fixer : les individus ne doivent garder qu'un droit : celui de se servir ou non de la lettre de change.

Une réglementation autoritaire de la lettre de change s'impose : mais encore est-il qu'elle doive répondre aux besoins et aux nécessités de la pratique.

Nous ne voyons pas de raison dirimante de rejeter la proposition qui est faite ici et qui consiste à régler la capacité de tous les obligés par la loi du lieu de paiement. Une grande simplification serait ainsi apportée dans cette matière si complexe. Et cela sans risques excessifs, car les pays les moins protecteurs de leurs nationaux le sont encore beaucoup... *A priori* l'on peut penser que la loi nationale, la loi du domicile ou la loi *loci contractus* sont plus rationnelles que la loi de paiement, la *lex loci solutionis*. Et c'est sans doute exact en matière de capacité générale : mais en l'espèce, c'est tout différent. Et la raison en est dans ceci : à savoir que dans la lettre de change, il n'y a qu'un point fixe et surtout un point qui

de change est réglée par la loi de l'État sur le territoire duquel cet engagement a été contracté.

Article 85

La forme du protêt et des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change est réglée par les lois de l'État sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

ANNEXE II

CONFERENCE DE LA HAYE DE 1912

Règlement uniforme sur la lettre de change et le billet
à ordre

CHAPITRE XIII

DES CONFLITS DE LOIS

Article 74

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre État, cette dernière loi est appliquée. La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée à l'article précédent, est néanmoins valablement tenue si elle s'est obligée sur le territoire d'un État d'après la législation duquel elle aurait été capable.

Article 75

La forme d'un engagement pris en matière de lettre de change est réglée par les lois de l'État sur le territoire duquel cet engagement a été souscrit.

Article 76

La forme et les délais du protêt ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change, sont réglés par les lois de l'État sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

ANNEXE III

*CONFERENCE INTERNATIONALE DE GENEVE
DE 1930*

Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre
pp. 70, 72, 74.

Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, les unes vis-à-vis des autres, à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de lettre de change et de billets à ordre, les règles indiquées dans les articles suivants :

des parties ; s'engage qui veut par lettre de change: voilà le domaine de la liberté. Mais quand on est entré dans le jeu, il faut en respecter les règles : l'individualisme n'a plus de place.

Comment se fait-il, dira-t-on peut-être, que si ce système était si heureux, il n'ait pas été proposé et adopté dans les multiples Conférences qui se sont tenues ? On peut répondre que dans les Conférences, il n'y a guère de chance pour un système quel qu'il soit. Chaque délégation s'efforce de sauver le plus qu'elle peut de sa législation et de ses usages, sans cependant pousser l'intransigeance jusqu'à faire échouer *apparemment* la Conférence. Mais on peut cependant observer que le projet des experts faisait une large place à la loi du lieu de paiement, par exemple, en ce qui touche la transmission de la provision, le paiement et l'acceptation partiels, la perte ou le vol, la faillite du porteur. Bien mieux, dans le Rapport du Comité des experts-juristes au sujet des conflits de lois, on peut lire ceci : certaines de ces règles concernent les conflits de lois appelés à subsister, même entre États adhérents à l'unification partielle proposée en premier lieu et en constituent le complément nécessaire. D'autres, au contraire, visent des conflits de lois que l'adoption de cette unification partielle ferait disparaître entre États acceptant l'unification, mais qui subsisteraient entre eux et les États non adhérents au projet d'unification ou entre États dont aucun n'aurait adhéré à ce projet.

La meilleure solution en cette matière paraîtrait consister dans l'application aux effets des obligations résultant d'une lettre de change, d'un billet à ordre ou d'un chèque, d'une loi unique qui serait celle de l'État où l'effet est payable.

C'est la solution qui a été suivie à certains points de vue (délai de paiement du chèque, transmission de la provision etc..) mais il n'a pas paru possible à la majorité des experts d'en faire une application absolument générale. Le principe a donc été maintenu que les effets des obligations résultant de la lettre de change, du billet à ordre ou du chèque sont réglés par la loi du domicile du signataire de l'engagement. (Société des Nations C. 234 M. 83 1929 11, p. 8.) On voit donc que c'est une question d'opportunité qui avait arrêté les experts-juristes. Et, de leur point de vue, ils avaient raison, car à la Conférence de Genève, il fallut encore revenir en arrière et en rabattre, mais cela n'est pas très démonstratif, étant donné que, dans ces Conférences, les juristes et hommes d'affaires n'ont pas leur liberté d'action : ils représentent des gouvernements, et ceux-ci sont souvent plus attachés que de raison à leurs lois et traditions : ils redoutent les innovations. Il faut avouer d'ailleurs que nos propositions vont bien au-delà des desiderata des experts-juristes : mais elles ont cependant un certain lien de parenté. Il faudrait les soumettre à l'épreuve des faits et voir les résultats pratiques qu'elles donneraient. Est-ce possible? Telle est la question que nous voudrions examiner pour finir.

la question de savoir si l'acceptation peut être restreinte à une partie de la somme ou si le porteur est tenu ou non de recevoir un paiement partiel.

La même règle s'applique quant au paiement en matière de billet à ordre.

Article 8

La forme et les délais du protêt, ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de lettre de change et de billet à ordre, sont réglés par les lois du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt ou passé l'acte en question.

Article 9

La loi du pays où la lettre de change ou le billet à ordre sont payables détermine les mesures à prendre en cas de perte ou de vol de la lettre de change ou du billet à ordre.

Article 10

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrée par la présente convention en tant qu'il s'agit :

1° D'un engagement pris hors du territoire d'une des Hautes Parties contractantes ;

2° D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes Parties contractantes.

Article 11

Dans le territoire de chacune des Hautes Parties contractantes, les dispositions de la présente convention ne seront pas applicables aux lettres de change et aux billets à ordre déjà créés au moment de la mise en vigueur de la présente Convention.

Article 12

La présente Convention, dont les textes français et anglais, feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée ultérieurement jusqu'au 6 septembre 1930 au nom de tout membre de la Société des Nations et de tout État non membre.

Article 13

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} septembre 1932 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera immédiatement la réception à tous les membres de la Société des Nations et aux États non membres parties à la présente Convention.

Article 14

A partir du 6 septembre 1930, tout membre de la Société des Nations et tout État non membre pourront y adhérer.

Cette adhésion s'effectuera par une notification au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

applicable. La compétence législative appartiendra à la loi choisie, désignée expressément ou tacitement, présumptivement par les intéressés.... Le droit est dans l'intention tacite et vraisemblable des contractants *jus est in tacita et verissimile mente contraentium*, comme s'exprime Dumoulin, et il faut aller chercher cette volonté des contractants dans toutes les circonstances. *Respicientur circumstantiae voluntatis*. Le principe de l'autonomie de la volonté paraît avoir été formulé pour la première fois par Dumoulin, lit-on dans le Manuel de droit international privé de Pillet et Niboyer. (P. 584) Avant lui, les post-glossateurs n'en avaient pas conscience. Ils soumettaient les contrats à une loi obligatoire, dans les rapports internationaux, sans entrevoir que les parties doivent être libres de se régir à leur guise en pareille matière. Dumoulin met en lumière la nécessité de laisser aux parties le choix de la loi pour les effets des contrats mais il limite l'autonomie à ceux-ci (p. 591) La jurisprudence dépassant la mesure, range désormais toute la réglementation du contrat, validité et effets, dans l'autonomie. Le balancier a été vraiment trop loin dans le sens de la liberté.

Mais ce n'est pas le lieu de faire un examen critique du principe de l'autonomie de la volonté en général, ce qu'il faut rechercher, c'est s'il convient de l'appliquer à la lettre de change en droit international. Observons tout d'abord qu'ici l'on n'est presque jamais en présence

d'une volonté exprimée des parties : il va donc falloir que les juges la recherchent, en s'inspirant des circonstances. On se demandera, écrivent encore M.M. Pillet et Niboyet, ce que les contractants auraient décidé s'ils s'étaient posé la question. Dans cette recherche, le juge tiendra compte de tous les éléments de fait de la cause. Il arrivera ainsi sans doute, la plupart du temps, à soumettre le contrat à une loi que les parties n'ont jamais envisagée (p. 596). En somme, c'est s'en remettre à l'arbitraire des Tribunaux et dès lors toutes les surprises sont possibles. Comme nous l'avons déjà dit, il n'est pas de procès qui ne puisse se gagner ou se perdre. Au lieu que ce soient les juges qui *présument* la volonté de ceux qui s'obligent, il est infiniment préférable que ce soit la loi, car alors on sait d'avance sur quoi l'on peut compter. Présomptions pour présomptions, les présomptions légales valent mieux que les présomptions du fait de l'homme. Elles ont au moins l'avantage d'être déterminées et connues d'avance. Il resterait à dire si elles seraient réfragables ou irréfragables : mais est-il bien nécessaire de parler ici de présomptions ? A notre sens, comme nous l'avons d'ailleurs déjà dit, la lettre de change pour avoir toute son efficacité, doit faire l'objet — comme le billet de banque — d'une réglementation autoritaire. Il s'agit, non point d'interpréter la volonté supposée des personnes qui s'engagent par ce procédé, mais de doter la lettre de change d'un statut qui facilite sa circulation en la

Article 19

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente Convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration, un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

ANNEXE IV
TEXTES SUGGERES DANS CETTE ETUDE

Article premier

La capacité d'une personne pour s'engager par lettre de change et billet à ordre est déterminée par la loi de l'État sur le territoire duquel le paiement doit être effectué.

Article 2

La forme des engagements pris en matière de lettres de change et de billets à ordre est régulière pourvu qu'elle respecte les lois et usages soit du lieu de paiement de la lettre ou du billet, soit du lieu de passation de l'acte.

Article 3

Les droits et actions, obligations et charge des personnes qui figurent sur une lettre de change ou un billet à ordre sont déterminés par la loi du lieu de paiement de ces effets, sauf en ce qui concerne les formes de pure procédure pour lesquelles la compétence de la loi du juge saisi est maintenue.

APPENDICE

En vertu de l'art. 13, la Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change et de billets à ordre devait être ratifiée avant le 1^{er} septembre 1932. En vertu de l'art. 15, elle ne devait entrer en vigueur que lorsqu'elle aurait été ratifiée ou qu'il y aurait été adhéré au nom de sept membres de la Société des Nations ou États non membres, parmi lesquels devront figurer trois des membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil. Nous nous sommes enquis de l'état des ratifications auprès du Secrétariat de la Société des Nations. Il résulte des communications que nous avons reçues que les conditions ci-dessus prévues ne se trouvent pas actuellement réalisées : si bien que les propositions de Genève n'ont pas eu meilleure fortune que celles de la Haye : elles restent sur le papier, presque aucun pays ne les ayant ratifiées. C'est dire que le problème demeure posé avec toutes ses difficultés. Il n'y a pour nous que deux solutions : garder le *statu quo* qui est anarchique sans doute, mais qui per-

met à chaque pays de demeurer maître chez soi, ou s'entendre sur quelques règles simples en pratique, sans trop s'embarrasser d'objections doctrinales. Il ne faut pas, en effet, perdre de vue que la lettre de change et le billet à ordre doivent, avant tout, être des instruments d'un maniement facile et d'une sécurité aussi grande que possible. Le monde des affaires honnêtes ne peut s'accommoder ni des complications, ni des aléas.

BIBLIOGRAPHIE

- Conférence de la Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, etc..., 1910. Actes. La Haye, Imprimerie Nationale.
- Conférence de la Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, etc..., 1910. Documents. La Haye, Imprimerie Nationale.
- Deuxième Conférence de la Haye pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque 1912. Actes 1 et 11. La Haye, Imprimerie Nationale.
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, année 1911. Discussion de l'avant-projet de la Haye de 1910. Interventions de M^{rs}. Lyon-Caen, Thaller et Wahl rapporteur.
- Société des Nations. Comité économique. Unification de la législation sur la lettre de change et le billet à ordre. Genève, 1923. C. 487, M. 203 1923 11 E 106.
- Société des Nations. Comité économique. C. 103 (2) M. 48 (1) 1927.11.
- Société des Nations. Comité économique. C. 175, M. 54.1928.11.
- Société des Nations. Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change, de billets à ordre et de chèques. Documents préparatoires C. 234. M. 83, 1929.11.
- Société des Nations. Comptes-rendus de la Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettres de change, billets à ordre et chèques. Première session, lettres de change, et billets à ordre. C. 360, M. 151, 1930, 11.
- Projet de loi tendant à la ratification des conventions signées à Genève le 7 juin 1930, en vue de l'unification du droit en matière de lettres de change et de billets à ordre. Sénat, n° 447. Annexe au procès-verbal de la séance du 31 mars 1932.
-

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION 1

Impossibilité de donner une définition de la lettre du change. Que l'on est réduit à la décrire. Que les divers pays se font de la lettre de change des conceptions variées : Exemple à l'appui en matière de formes et de provisions. Difficultés pratiques qui en découlent. Que ces difficultés n'ont pas jusqu'ici assez été mises en lumière. Comment y remédier ? Par une législation uniforme ? Impossibilité actuelle de cette solution. Par un règlement satisfaisant des conflits de lois ? Peut-être est-ce la voie de l'avenir. Plan de cette étude.

CHAPITRE PREMIER

ECHEC PARTIEL DES TENTATIVES D'UNIFICATION EN MATIERE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE..... 13

Le but de la Conférence de la Haye de 1910. Les résultats effectifs : disproportion entre le but et les résultats. Comment la Conférence de la Haye de 1912 appréciait l'œuvre de la Conférence de 1910. Le refus des pays anglo-saxons d'adhérer aux Conventions proposées : leurs raisons. Que la Conférence de 1912 ne donna pas plus de résultats que sa devancière. Après la guerre la question de l'unification revient à l'ordre du jour : mais amputée. On ne songe plus à unifier que les législations du type continental. Les diverses tentatives : exposé sommaire. Résultats médiocres. Qu'il convient de se rabattre sur une solution plus modeste : l'Établissement de règles de conflits de lois,

CHAPITRE II

LES CONFLITS DE LOIS AUX CONFÉRENCES DE LA HAYE

1910-1912 35

Le questionnaire du Gouvernement néerlandais touchant les conflits de lois : les réponses les plus significatives des autres gouvernements (Allemagne, États-Unis, Argentine, Belgique, Brésil, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Siam, Suisse, Turquie). L'œuvre de la Conférence de la Haye de 1910. Les règles adoptées et le Commentaire de Louis Renault. Pas d'innovations en 1912. Examen des critiques formulées contre l'œuvre de 1910. Appréciation des deux Conférences quant à ce qui touche les conflits de lois.

CHAPITRE III

*LES CONFLITS DE LOIS DEVANT LE COMITÉ ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS ET À LA CONFÉRENCE**INTERNATIONALE DE GENÈVE DE 1930..... 55*

Le rapport du professeur Jitta : appréciation critique. Le rapport Westermann, von Flotow. Le rapport Percerou, von Flotow. Étude détaillée. Les objections des divers gouvernements (Danemark, Norvège, Suède). L'œuvre de la Conférence de Genève. Le point de vue de la Grande-Bretagne, sa doctrine en matière de conflits de lois relativement à la lettre de change : examen critique. Discussions des divers articles, paragraphe par paragraphe. Le rapport Diena. Élaboration d'une convention : appréciations du gouvernement français. Complexité excessive des solutions préconisées.

CHAPITRE IV

SUGGESTIONS PERSONNELLES SUR LE PROBLÈME DES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE..... 93

Qu'est-ce au fond qu'une lettre de change ? Comment grouper les questions de conflits de lois qui se posent à son sujet ? De la capacité de s'engager par lettre de change. Lois susceptibles de s'appliquer : préférence à donner à la loi du lieu de paiement : exposé détaillé des arguments à l'appui. Critique des systèmes jusqu'ici suivis. Avantages de la nouvelle solution proposée. Des formes de la lettre de change. Distinction de la loi normalement applicable et de la loi appliquée. Examen approfondi

des obligations incluses dans la lettre de change et des lois auxquelles il convient de les soumettre. Que le principe d'autonomie de la volonté n'est pas adéquat en la matière : étude détaillée. La question des recours et des actions qui sanctionnent la lettre de change : loi applicable. Essai systématique d'un règlement des conflits de lois relatifs à la lettre de change : avantages. Réfutation des objections.

CONCLUSIONS

<i>DE LA MARCHE A SUIVRE POUR SORTIR DE L'IMPASSE OU L'ON EST ACTUELLEMENT. LE ROLE POSSIBLE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE</i>	113
<i>ANNEXE I.</i>	119
<i>ANNEXE II.</i>	120
<i>ANNEXE III.</i>	121
<i>ANNEXE IV.</i>	129
<i>APPENDICE</i>	130
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	132

